

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 août 2022

**LA TASK FORCE POUR
LE DÉMANTÈLEMENT NUCLÉAIRE:
ÉTAT DE LIEUX**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SOUS-COMMISSION
DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE
PAR
MM. **Kurt RAVYTS** ET **Kris VERDUYCKT**

SOMMAIRE

Pages

I. Exposés introductifs	3
II. Échange de vues	9
III. Réponses des ministres invités.....	19
IV. Répliques.....	25

Voir:

Doc 55 **2275/ (2021/2022)**:
001 à 006: Rapports.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 augustus 2022

**DE TASKFORCE VOOR
DE NUCLEAIRE ONTMANTELING:
STAND VAN ZAKEN**

VERSLAG

NAMENS DE SUBCOMMISSIE
VOOR DE NUCLEAIRE VEILIGHEID
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **Kurt RAVYTS** EN **Kris VERDUYCKT**

INHOUD

Blz.

I. Inleidende uiteenzettingen	3
II. Gedachtewisseling	9
III. Antwoorden van de genodigde ministers.....	19
IV. Replieken.....	25

Zie:

Doc 55 **2275/ (2021/2022)**:
001 tot 006: Verslagen.

07649

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**

Président/Voorzitter: Bert Wollants

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA Bert Wollants
Ecolo-Groen Kim Buyst
PS Eric Thiébaud
VB Kurt Ravyts
MR Vincent Scourneau
cd&v Leen Dierick
PVDA-PTB Thierry Warmoes
Open Vld Marianne Verhaert
Vooruit Kris Verduyck

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Yngvild Ingels
Samuel Cogolati
Hervé Rigot
Reccino Van Lommel
Marie-Christine Marghem
Jan Briers
Greet Daems
Tim Vandenput
Bert Moyaers

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

Les Engagés Catherine Fonck

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa réunion du 14 juin 2022, la sous-commission de la Sécurité nucléaire a procédé à un deuxième échange de vues avec les ministres responsables de la *task force* pour le démantèlement nucléaire.

I. — EXPOSÉS INTRODUCTIFS

A. Exposé introductif de la ministre de l'Énergie, Mme Tinne Van der Straeten

Mme Tinne Van der Straeten, ministre de l'Énergie, rappelle que cette *task force* a été mise en place afin de réunir régulièrement les trois ministres dont les compétences sont liées à l'énergie nucléaire ainsi que leurs cabinets. Le gouvernement entend ainsi veiller à ce que la fermeture des centrales nucléaires et les grands changements qu'elle induira dans le secteur nucléaire soient gérés de façon coordonnée. La situation a fortement changé depuis le dernier état des lieux présenté au sein de cette sous-commission. Le monde a changé.

Compte tenu des problèmes liés aux centrales nucléaires françaises, de la grande dépendance aux combustibles fossiles, de l'accélération de la transition énergétique et des tensions géopolitiques qui ont rendu les prix très volatils et qui menacent l'approvisionnement en gaz naturel, le gouvernement a décidé de prendre les mesures nécessaires en vue de prolonger la capacité nucléaire de deux gigawatts (abréviation: 2 GW), plus précisément les réacteurs Doel 4 et Tihange 3, pour une durée de dix ans. Cette décision est conforme à la politique que la Commission européenne entend mener, à savoir une plus grande indépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et une diversification de l'approvisionnement énergétique.

Les négociations avec l'exploitant des centrales nucléaires sont en cours. La presse a déjà écrit de nombreux articles à ce propos, ces négociations ont déjà été évoquées en commission de l'Énergie et en séance plénière de la Chambre, mais elles ne sont pas à l'ordre du jour de cette réunion et ne seront donc pas abordées.

Le démantèlement et la gestion des déchets sont en revanche inscrits à l'ordre du jour de celle-ci. Le gouvernement a également adopté une position claire sur ces points et a déjà déposé les textes requis au Parlement.

Engie Electrabel, l'exploitant, ainsi que EDF-Belgium et EDF Luminus, les sociétés dites contributives qui

DAMES EN HEREN,

Tijdens haar vergadering van 14 juni 2022 heeft de Subcommissie voor de Nucleaire Veiligheid een tweede gedachtewisseling gehouden met de ministers, bevoegd voor de Taskforce voor de nucleaire ontmanteling.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTINGEN

A. Inleidende uiteenzetting door de minister van Energie, mevrouw Tinne Van der Straeten

De minister van Energie, mevrouw Tinne Van der Straeten, herinnert eraan dat deze taskforce werd opgericht om de drie ministers wiens bevoegdheden gelinkt zijn met kernenergie, en hun kabinetten, op regelmatige basis te laten samenkomen. Op die manier moet ervoor worden gezorgd dat de sluiting van de kerncentrales, en de grote veranderingen in de nucleaire sector die dit met zich meebrengt, niet in verspreide slagorde worden aanpakt. Sinds de vorige keer dat in deze subcommissie een stand van zaken werd geven, is er veel veranderd. De wereld is veranderd.

Gezien de problemen met de Franse nucleaire centrales, de grote afhankelijkheid van fossiele brandstoffen, het versnellen van de energietransitie en de geopolitieke spanningen waardoor de prijzen zeer volatiel zijn en de bevoorrading van aardgas onder druk komt te staan heeft de regering beslist om de nodige stappen te zetten met het oog op de verlenging van twee gigawatt (afgekort: 2 GW) nucleaire capaciteit, meer bepaald de reactoren Doel 4 en Tihange 3, voor een periode van tien jaar. Deze beslissing is in lijn met het beleid dat de Europese Commissie wenst te voeren, zijnde een grotere onafhankelijkheid van fossiele brandstoffen en een gediversifieerde energiebevoorrading.

De onderhandelingen met de uitbater van de kerncentrales zijn lopende. Hierover is al veel geschreven in de pers, er is al over gesproken in de Commissie Energie en in de plenaire vergadering van de Kamer, maar ze zijn niet het onderwerp van deze zitting en er zal dan ook niet worden over uitgeweid.

Wat wel het onderwerp is van deze zitting is de ontmanteling en het afvalbeheer. Ook daar heeft de regering een duidelijk standpunt ingenomen, en reeds de nodige teksten ingediend in het Parlement.

Engie Electrabel, de uitbater, samen met EDF-Belgium en EDF Luminus, de zogenaamde bijdragende

sont également partiellement propriétaires, demeurent responsables du démantèlement et du combustible irradié ainsi que de tous les coûts y afférents, pour les sept réacteurs nucléaires présents sur le territoire belge. Les pouvoirs publics belges n'auront pas eux-mêmes la qualité d'exploitant. Il serait aberrant que l'exploitant bénéficie des profits pendant des années et reporte les charges sur l'État.

C'est pourquoi la ministre de l'Énergie a également déposé à la Chambre un projet de loi renforçant le contrôle des provisions nucléaires (cf. DOC 55 2640/001 et suivants). Il faut s'assurer que l'exploitant et les sociétés contributives mettent suffisamment d'argent de côté, que ce dossier soit bien géré, que les garanties soient suffisantes et que l'exploitant ainsi que les sociétés contributives prennent et continuent à prendre leurs responsabilités.

Ce projet de loi a été déposé le 17 mai dernier et une audition a eu lieu le 31 mai en présence du président de la Commission des provisions nucléaires. Le président de la commission de l'Énergie indique que la discussion de ce projet aura lieu le 21 juin prochain. Il ne sera donc pas examiné plus avant durant la réunion en cours mais la ministre espère que la Chambre l'adoptera rapidement.

Le gouvernement a pris une autre décision importante dans ce domaine en annonçant la première mesure politique concernant les déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie. Il s'agit d'une première décision de principe qui s'inscrit dans un processus participatif impliquant un débat sociétal. Il est en effet capital de bien informer la population et d'avoir son adhésion dans l'évolution du dossier. La décision de principe pourra ainsi progressivement être mise en œuvre concrètement à un endroit concret en concertation avec la population. Les optimisations ou les solutions alternatives qui pourront émerger au cours de ces discussions pourront être intégrées à tout moment dans le processus.

Cette procédure repose sur un arrêté royal définissant la politique et sur un avant-projet de loi qui ancre juridiquement le financement et la participation. Le Conseil d'État a fait savoir qu'il ne pourrait pas se prononcer sur l'arrêté royal avant que le projet de loi ait été voté. On n'a pas perdu de temps. Le projet de loi n'attend plus que la signature du chef de l'État avant d'être déposé à la Chambre.

Si ce projet de loi est voté avant les vacances parlementaires, l'arrêté royal contenant la politique effective pourra être pris juste après les vacances parlementaires,

vennootschappen die ook voor een deel eigenaar zijn, blijven verantwoordelijk voor de ontmanteling en de bestraalde splijtstof en alle kosten daaraan verbonden, voor alle zeven kernreactoren op Belgisch grondgebied. De Belgische overheid zal zelf geen uitbater zijn. Het kan niet de bedoeling zijn dat de uitbater jarenlang de lusten geniet, en de lasten doorschuift naar de staat.

Het is ook daarom dat de minister van Energie een wetsontwerp voor het versterken van de controle op de nucleaire voorzieningen heeft neergelegd in de Kamer (zie DOC 55 2640/001 en volgende). Het moet zeker zijn dat de uitbater en de bijdragende vennootschappen voldoende geld opzijzetten, dat dit goed wordt beheerd, dat er voldoende garanties zijn, en dat zij hun verantwoordelijkheid nemen en zullen blijven nemen.

Het wetsontwerp werd ingeleid op 17 mei. Op 31 mei is er een hoorzitting geweest met de voorzitter van de Commissie voor Nucleaire Voorzieningen. Volgens de voorzitter van de Commissie Energie zou de bespreking van het ontwerp gepland zijn op 21 juni e.k. Daarom wordt in deze zitting niet verder op dit wetsontwerp ingegaan, maar de minister drukt de hoop uit dat de Kamer dit snel goedkeurt.

In datzelfde kader is er nog een andere belangrijke beslissing door de regering genomen, namelijk de eerste beleidsmaatregel voor het langlevende en/of hoogradioactieve afval. Het gaat om een eerste principebeslissing, ingebed in een participatief proces met een maatschappelijk debat. Het is immers belangrijk om de bevolking goed te informeren, en mee te nemen in de evolutie van het dossier. De principebeslissing wordt zo gaandeweg en in overleg met de bevolking omgezet in een concrete uitwerking op een concrete plaats. Optimalisaties of alternatieve oplossingen die tijdens die besprekingen naar boven zouden komen, kunnen daarbij op elk moment meegenomen worden.

Het pakket bestond uit een koninklijk besluit dat de beleidsmaatregel vastlegt, en een voorontwerp van wet dat de financiering en de participatie juridisch verankert. De Raad van State heeft meegedeeld dat het wetsontwerp moet zijn gestemd alvorens hij zich over het koninklijk besluit kan uitspreken. Er is geen tijd verloren gegaan, het wetsontwerp wacht enkel nog op de handtekening van het Staatshoofd alvorens het in deze Kamer wordt ingediend.

Als dit wetsontwerp nog voor het reces kan worden gestemd, kan onmiddellijk na het reces en na het advies van de Raad van State, het koninklijk besluit met de

lorsque l'avis du Conseil d'État aura été recueilli, et le débat sociétal pourra quand même encore être lancé à la fin de l'année.

Les préparatifs en vue du débat sociétal sont en cours dans le cadre d'une collaboration entre l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles (ONDRAF) et la Fondation Roi Baudouin.

B. Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre de l'Économie et du Travail

M. Pierre-Yves Dermagne, vice-premier ministre et ministre de l'Économie et du Travail, rappelle que la taskforce a été créée afin que le démantèlement des centrales nucléaires soit un succès collectif.

Bien que les Régions soient responsables de la reconversion économique, la task force s'est fixé comme objectif de coordonner les initiatives régionales à cet égard. C'est pourquoi les cabinets sont régulièrement en contact avec la "Delivery Unit" de Tihange qui, depuis l'audition du 9 novembre 2021, a été organisée au niveau local, avec l'exploitant et ses sous-traitants, pour soutenir la reconversion. Les trois cabinets fédéraux ont également pris contact avec la Région flamande. Deux réunions ont eu lieu avec le cabinet de la vice-ministre présidente flamande et ministre flamande de l'Agriculture, de l'Économie, du Travail, de l'Innovation et de l'Économie sociale, et avec l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle (VDAB). Toutefois, à ce stade, aucune structure n'a encore été mise en place pour assurer la reconversion. Les opportunités d'emploi pour les travailleurs de Doel sont toutefois beaucoup plus nombreuses compte tenu de la proximité du port d'Anvers, où de nombreux profils techniques sont demandés.

À la suite des différentes discussions avec les Régions qui étaient à la recherche de programmes de formations, il a été demandé au Centre d'études de l'énergie nucléaire (SCK CEN) de lister les formations et activités dans le domaine du démantèlement disponibles au sein de son Académie.

Pour les étudiants, des cours spécifiques existent au sein du programme BNEN (*Belgian Nuclear higher Education Network*), dans le module "advanced course on the nuclear fuel cycle" ainsi qu'au sein du master "Nuclear engineering technology", organisé en partenariat entre l'Université d'Hasselt et le SCK CEN.

Le BNEN organise par ailleurs des journées de recrutement au cours desquelles les possibilités de carrière

effectieve beleidsmaatregel worden genomen, en kan er nog eind dit jaar worden gestart met het maatschappelijk debat.

De voorbereidingen voor dit maatschappelijk debat lopen ondertussen in een samenwerking tussen de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen (afgekort: NIRAS) en de Koning Boudewijnstichting.

B. Inleidende uiteenzetting door de vice-eerste minister en de minister van Economie en Werk

De heer Pierre-Yves Dermagne, vice-eersteminister en minister van Economie en Werk, herinnert eraan dat de taskforce is opgericht om van de ontmanteling van de kerncentrales een collectief succes te maken.

Ook al is de verantwoordelijkheid voor de economische reconversie regionaal, toch heeft de taskforce zich tot doel gesteld de regionale initiatieven in dit verband te coördineren. Daarom hebben de kabinetten regelmatig contact met de "Delivery Unit" van Tihange, die sinds de hoorzitting op 9 november 2021, op plaatselijk niveau met de exploitant en zijn onderaannemers werd georganiseerd om de reconversie te ondersteunen. De drie federale kabinetten hebben ook contact opgenomen met het Vlaamse Gewest. Er zijn twee vergaderingen geweest met het kabinet van de Vlaamse viceminister-president en Vlaams minister van Landbouw, Economie, Werk, Innovatie en Sociale Economie, en met de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (afgekort: VDAB), maar in dit stadium was er nog geen structuur opgezet om de reconversie te verzekeren. De werkgelegenheidskansen voor de werknemers van Doel zijn echter veel groter gezien de nabijheid van de haven van Antwerpen, waar veel technische profielen worden gevraagd.

Na verschillende gesprekken met de gewesten, die op zoek waren naar opleidingsprogramma's, is er aan het Studiecentrum voor Kernenergie (afgekort: SCK CEN) gevraagd om een lijst te maken van de opleidingen en activiteiten op het gebied van ontmanteling, die binnen de SCK CEN Academy beschikbaar zijn.

Voor studenten bestaan er specifieke cursussen binnen het "Belgian Nuclear Higher Education Network" programma (afgekort: BNEN), in de module "advanced course on the nuclear fuel cycle", evenals binnen de master "nuclear engineering technology", georganiseerd in een samenwerking van het SCK CEN met de Universiteit Hasselt.

Daarnaast organiseert de BNEN "Career Days" waar ook de mogelijkheden van een loopbaan in de nucleaire

dans le démantèlement nucléaire sont présentées. Les prochains évènements auront lieu fin 2022 ou début 2023.

Pour les professionnels, différents programmes ont déjà été élaborés par la SCK CEN Academy:

- un cours de quatre jours donné en 2019 dans le cadre du projet européen “*European Learning Initiatives for Nuclear Decommissioning and Environmental Remediation*” (ELINDER) et consacré aux autorisations et aux études sur l’impact environnemental des projets de démantèlement;

- un cours de cinq jours sur le démantèlement des installations nucléaires donné presque chaque année depuis 2014 par le SCK CEN (dont la dernière session a eu lieu fin mars 2022);

- un cours de sept jours élaboré à la demande de – et en coopération avec – l’Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) et l’ONDRAF sur la gestion des déchets radioactifs depuis 2017 (la prochaine session aura lieu en octobre 2022);

- en 2016, un cours de huit jours sur les solutions de stockage provisoire des déchets radioactifs a de nouveau été organisé.

La SCK CEN Academy organise en outre plusieurs cours à la demande de clients spécifiques comme les opérateurs nucléaires. Mais pourquoi pas aussi pour les instituts de formation professionnelle?

Enfin, comme indiqué précédemment, en novembre 2021, une table ronde industrielle sur le démantèlement des centrales nucléaires a été organisée en collaboration avec la ministre de l’Énergie et le secrétaire d’État pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique. La mission de cette table ronde était d’explorer la possibilité de créer une activité de soutien concernant le démantèlement des centrales nucléaires afin de maintenir l’emploi dans le secteur, d’ancrer les activités du démantèlement des centrales nucléaires en Belgique et de développer les connaissances belges en matière de techniques de démantèlement afin de pouvoir ensuite les exporter. Un secteur économiquement viable de traitement des grandes pièces comme les générateurs de vapeur a été identifié en Belgique. L’industrie a maintenant pris le relais. Le 25 avril 2022, Agoria a organisé le “*First Nuclear Decommissioning Day Electrabel-Agoria*”, qui a réuni, outre les trois cabinets concernés, l’industrie ayant participé à la table ronde. Ces trois cabinets, à savoir ceux du ministre de l’Économie et du Travail, de la ministre de l’Énergie et du secrétaire d’État pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé

ontmanteling worden belicht. De volgende evenementen vinden eind 2022 of begin 2023 plaats.

Voor professionelen zijn er al verschillende programma’s opgezet door de SCK CEN Academy, zoals:

- een vierdaagse cursus, gegeven in 2019, als onderdeel van het Europese “*European Learning Initiatives for Nuclear Decommissioning and Environmental Remediation*” (afgekort: ELINDER) project, over autorisaties en milieu-impactstudies voor ontmantelingsprojecten;

- een vijfdaagse cursus over de ontmanteling van nucleaire installaties, die sinds 2014 bijna jaarlijks door het SCK CEN wordt gegeven (de laatste sessie vond plaats eind maart 2022);

- een cursus van zeven dagen, ontwikkeld op aanvraag en in samenwerking met het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (afgekort: FANC) en NIRAS, over het beheer van radioactief afval sinds 2017 (de volgende sessie vindt plaats in oktober 2022);

- in 2016 werd opnieuw een gelijkwaardige achtdaagse cursus over oplossingen voor de tussenopslag van radioactief afval georganiseerd.

Daarnaast worden er door de SCK CEN Academy verschillende cursussen op vraag van specifieke klanten, zoals nucleaire operatoren, georganiseerd. Maar waarom ook geen beroepsopleidingsinstituten?

Tot slot is er met de minister van Energie en met de staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, zoals reeds uitgelegd in november 2021, een industriële ronde tafel over de ontmanteling van kerncentrales georganiseerd. De missie van deze ronde tafel was analyseren of er een mogelijkheid bestaat om “een ondersteunende activiteit rond de ontmanteling van kerncentrales te creëren, die het mogelijk maakt om de werkgelegenheid in de sector te behouden, om de activiteiten van de ontmanteling van energiecentrales in België te verankeren, om de Belgische kennis in de ontmantelingstechnieken te ontwikkelen, zodat deze vervolgens geëxporteerd kunnen worden”. Er werd een in België economisch levensvatbare sector rond de behandeling van “grote componenten”, zoals stoomgeneratoren, geïdentificeerd. De industrie heeft het nu overgenomen. Agoria organiseerde op 25 april 2022 de “*First Nuclear Decommissioning Day Electrabel-Agoria*” waaraan naast de drie kabinetten ook de industrie, die aan de ronde tafel had deelgenomen, aanwezig was. Deze drie kabinetten, van de minister van Economie en Werk, de minister van Energie, en van de staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast

de la Politique scientifique, ont également assisté à la présentation du plan de relance concernant la minimalisation des déchets lors du démantèlement des centrales nucléaires. Le SCK CEN soutient ce projet à hauteur de 25 millions d'euros. Après qu'Electrabel a présenté la stratégie de démantèlement à Agoria, les entreprises du secteur ont manifesté un grand enthousiasme à l'égard de leur participation aux marchés publics qui seront lancés par Electrabel.

C. Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur

Mme Annelies Verlinden, ministre de l'Intérieur, dresse un état des lieux des étapes déjà franchies dans le processus de démantèlement. Elle évoque ensuite les travaux visant à préparer le fonctionnement et le financement de l'AFCN à l'avenir.

Des informations sur les différentes étapes du processus de démantèlement ont déjà été données au cours de la réunion précédente de la sous-commission. Des étapes concrètes ont déjà été franchies depuis lors.

Ces six derniers mois, l'AFCN et sa succursale Bel V se sont activement concertées avec l'exploitant Electrabel dans le cadre de l'arrêt prévu et du démantèlement subséquent des réacteurs Doel 3 et Tihange 2. L'accent a été mis sur les aspects de la sécurité de la "phase postopératoire". Il s'agit de la première phase, qui débutera le 1^{er} octobre 2022 pour Doel 3 et le 1^{er} février 2023 pour Tihange 2. Cette phase durera quelques années et sera suivie du véritable démantèlement des centrales. Au cours de cette phase de transition, plusieurs travaux préparatoires seront réalisés. Ces travaux incluront l'élimination des combustibles des équipements des réacteurs ainsi que la vidange et le nettoyage des canalisations.

Le 31 mars 2022, six mois avant l'arrêt définitif de la production d'électricité, l'AFCN a reçu la notification formelle de l'arrêt du réacteur nucléaire Doel 3. Comme l'impose le cadre réglementaire, cette notification a été transmise à l'AFCN six mois avant l'arrêt définitif de la production d'électricité. Le dossier transmis décrit les travaux préparatoires de la phase postopératoire et les adaptations à apporter aux installations et à l'organisation.

Le dossier est en cours d'analyse par l'AFCN et Bel V. Une position définitive sur le dossier sera communiquée à l'exploitant en septembre 2022, à l'approche de l'arrêt effectif prévu le 1^{er} octobre 2022.

met Wetenschapsbeleid waren ook aanwezig voor de voorstelling van het herstelplan rond de minimalisering van het afval bij de ontmanteling van de kerncentrales. Dit project krijgt 25 miljoen euro steun via het SCK CEN. Nadat Electrabel de aanpak voor de ontmantelingen presenteerde bij Agoria, was er bij de bedrijven uit de sector een groot enthousiasme om deel te nemen aan de aanbestedingen die Electrabel zal lanceren.

C. Inleidende uiteenzetting door de minister van Binnenlandse Zaken

De minister van Binnenlandse Zaken, mevrouw Annelies Verlinden, geeft een stand van zaken over de stappen die reeds werden gezet in het ontmantelingsproces. Daarnaast wordt er ingegaan op de voorbereidingen voor wat betreft de toekomstige werking en financiering van het FANC.

Tijdens de vorige vergadering van de subcommissie zijn er reeds inlichtingen over de verschillende stappen van het ontmantelingsproces gegeven. Inmiddels zijn er concrete stappen in het traject gezet.

De voorbije zes maanden hebben het FANC en zijn dochteronderneming Bel V met de uitbater Electrabel actief overleg gepleegd in het kader van de geplande stillegging en daaropvolgende ontmanteling van de reactoren Doel 3 en Tihange 2. De nadruk werd gelegd op de veiligheidsaspecten van de "post-operationele fase". Dit is de eerste fase, die start op 1 oktober 2022 voor Doel 3 en op 1 februari 2023 voor Tihange 2. Deze fase zal enkele jaren duren waarna de daadwerkelijke ontmanteling van de centrales van start kan gaan. Tijdens deze overgangperiode zullen verschillende voorbereidende werken worden uitgevoerd. Dit omvat het verwijderen van splijtstof uit reactorfaciliteiten en het legen en het schoonmaken van pijpleidingen.

Op 31 maart 2022, zes maanden vóór de definitieve stopzetting van de elektriciteitsproductie, ontving het FANC de formele melding van stopzetting van de kernreactor Doel 3. Deze melding werd, zoals het regelgevend kader vereist, 6 maanden voor de definitieve stopzetting van elektriciteitsproductie aan het FANC bezorgd. Het dossier dat werd overgemaakt, beschrijft de voorbereidende werkzaamheden in de post-operationele fase, en de bijhorende aanpassingen aan de installaties en de organisatie.

De analyse van het dossier is momenteel lopende bij het FANC en Bel V. Een definitief standpunt over het dossier zal in september 2022 aan de exploitant kenbaar worden gemaakt, in aanloop naar de eigenlijke stopzetting op 1 oktober 2022.

Par ailleurs, l'arrêté royal du 1^{er} mars 2022 ("Notification – Modification d'une autorisation d'installations appartenant à un établissement de classe I en application des articles 6 et 13 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants") a opéré une restructuration administrative de l'autorisation d'exploitation de la centrale nucléaire de Doel. L'objectif de cette restructuration administrative est de parvenir à une seule autorisation globale, entièrement révisée et consolidée dans la perspective de l'arrêt définitif des réacteurs nucléaires et de leur démantèlement définitif. Une harmonisation des conditions d'autorisation et plusieurs améliorations administratives et ponctuelles ont en outre été réalisées.

Cette restructuration des autorisations n'a pas entraîné d'assouplissement des conditions d'autorisation en vigueur. Le même exercice a été lancé pour la centrale nucléaire de Tihange.

Les informations nécessaires devront être communiquées au public durant le processus de démantèlement. Ainsi qu'il a été indiqué lors de la dernière réunion, l'AFNC a élaboré un plan de communication en vue d'informer toutes les parties concernées. Ce plan prévoit les actions de communication nécessaires tout au long du projet. Le site internet de l'AFNC sera ainsi régulièrement complété par les informations les plus récentes et les médias seront informés aux moments clés du processus de démantèlement. Des actions de communication ciblées sont en outre prévues à l'adresse des pouvoirs locaux, des riverains, ...

Une première communication a été envoyée aux pouvoirs locaux, au bourgmestre et à la gouverneure après réception d'un avis formel de l'exploitant concernant l'arrêt des activités de Doel 3. L'exploitant prévoit d'organiser à court terme des séances d'information à Doel et à Tihange au moment de l'arrêt des activités pour expliquer le volet sécurité de ces projets. L'AFNC l'assistera dans cette tâche.

Lors de la réunion de la sous-commission fin 2021, la ministre de l'Intérieur avait déjà indiqué que le maintien d'une autorité de sécurité nucléaire indépendante dans notre pays était pour elle un fait établi. Il s'agit non seulement d'une obligation internationale pour notre pays, mais aussi d'une nécessité au vu des nombreux défis dans le domaine de la sécurité nucléaire.

L'AFNC a entamé les évaluations nécessaires en interne. Toutes les données sur la situation financière de l'Agence et la description des tâches ont déjà été

Daarnaast werd via een koninklijk besluit van 1 maart 2022 ("Kennisgeving – Wijziging van een vergunning van installaties behorende tot een inrichting van klasse I in toepassing van artikelen 6 en 13 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen") een administratieve herstructurering van de exploitatievergunning voor de kerncentrale van Doel door. Het doel van deze administratieve herstructurering is te komen tot één enkele, volledig herziene en geconsolideerde machtiging voor de definitieve stopzetting en de definitieve ontmanteling van de kernreactoren. Daarnaast zijn er een harmonisatie van de toelatingsvoorwaarden en een aantal administratieve en ad hoc verbeteringen doorgevoerd.

Deze herstructurering van de vergunningen heeft geen versoepeling van de geldende vergunningsvoorwaarden met zich meegebracht. Dezelfde oefening werd ook gelanceerd voor de kerncentrale van Tihange.

Tijdens het ontmantelingsproces dient de noodzakelijke informatie aan het publiek te worden gegeven. Zoals vorige keer vermeld, werd door het FANC een communicatieplan opgemaakt om alle belanghebbenden te informeren. Dit plan voorziet in de nodige communicatieacties, doorheen de looptijd van het project. Zo zal de website van het FANC op regelmatige basis met de meest recente informatie worden geüpdatet en zullen ook de media op sleutelmomenten van de ontmanteling worden geïnformeerd. Daarnaast zijn er gerichte communicatieacties gepland naar de lokale overheden, de omwonenden, ...

Een eerste communicatie werd uitgestuurd naar de lokale overheden, de burgemeester en de gouverneur, na de ontvangst van de formele melding van de exploitant met betrekking tot de stopzetting van de activiteiten in Doel 3. Op korte termijn voorziet de exploitant op het moment van de stopzetting van de activiteiten informatiesessies in Doel en Tihange, om het veiligheidsaspect van deze projecten toe te lichten. Het FANC verleent hieraan zijn medewerking.

Tijdens de subcommissievergadering eind 2021 werd reeds gezegd dat het in stand houden van een onafhankelijke nucleaire veiligheidsinstantie in België voor de minister van Binnenlandse Zaken een vaststaand feit was. Dit is niet alleen een internationale verplichting voor België, maar ook een noodzaak, gezien de vele uitdagingen op het gebied van nucleaire veiligheid.

Het FANC is gestart met de nodige interne evaluaties. Alle gegevens over de financiële situatie van het FANC en de functieomschrijving voor het Agentschap werden

recueillies. Il faut à présent élaborer un cadre clair concernant le financement nécessaire. À la demande de la ministre, une consultation de marché a été réalisée afin de désigner un consultant. Ce consultant soutiendra l'AFCN dans l'évaluation des besoins de financement supplémentaire, en tenant compte des changements de contexte. Cette évaluation doit aboutir à un plan concret fondé sur un financement durable et adéquat, compte tenu des missions confiées à l'AFCN.

Un nouveau projet de loi a été préparé dans l'interval­le en vue d'une nouvelle indexation des redevances qui peuvent être imposées par l'AFCN. Ce projet sera soumis à court terme au Conseil des ministres.

Parallèlement à l'exercice relatif à son futur finan­cement, l'Agence s'est attelée au cours de l'année écoulée à l'élaboration d'une nouvelle stratégie. L'AFCN précise dans cette stratégie comment elle continuera à assumer sa mission d'autorité de sûreté nucléaire dans un environnement en mutation et de quelle façon elle la fera évoluer en fonction des besoins au cours de la période 2023-2032. Les secteurs qui sont sous la supervision de l'AFCN et les domaines dans lesquels elle est active connaîtront de nombreux changements dans les prochaines années. C'est dans ce contexte que la nouvelle stratégie a été conçue. Elle a été approuvée par les organes de gestion et elle pourra servir de fil conducteur pour l'élaboration du futur financement.

La ministre confirme en conclusion que les acteurs ne sont pas restés inactifs au cours de ces derniers mois. La décision de prolonger l'exploitation de deux réacteurs nucléaires n'empêche pas les différents acteurs de se préparer au démantèlement. Une bonne préparation est bien entendu cruciale. Tous les intéressés prennent leurs responsabilités. Ils veilleront à ce que la sécurité soit garantie à tout moment.

II. — ÉCHANGE DE VUES

M. Samuel Cogolati (Ecolo-Groen) sait que le thème du nucléaire est un sujet explosif dans les débats poli­tiques. D'un autre côté, le démantèlement des centrales représente un défi qui peut unir le monde politique. Il s'agit d'un chantier industriel sans précédent, qui coûtera plusieurs milliards d'euros et durera plus de 20 ans. Une bonne préparation sera primordiale, y compris en termes d'emploi et de reconversion économique des deux sites concernés.

reeds verzameld. Er moet nu een duidelijk kader voor de benodigde financiering worden ontwikkeld. Op het verzoek van de minister van Binnenlandse Zaken is een marktconsultatie voor het aanstellen van een adviseur uitgevoerd. Deze consultant zal het FANC ondersteunen bij het inschatten van bijkomende financieringsbehoef­ten, rekening houdend met de veranderende omgeving. Deze evaluatie moet leiden tot een concreet plan dat is gebaseerd op een duurzame en adequate financiering, rekening houdend met de opdrachten die aan het FANC zijn toevertrouwd.

Intussen werd reeds een nieuw wetsontwerp voorbereid met het oog op een nieuwe indexering van de retributies die door het FANC kunnen worden opgelegd. Dit ontwerp zal spoedig aan de Ministerraad worden voorgelegd.

Samen met de oefening rond de toekomstige finan­ciering van het FANC, werd er het voorbije jaar ook gewerkt aan een nieuwe strategie voor het FANC. In deze strategie geeft het FANC aan hoe het, binnen de veranderende omgeving, zijn taak als nucleaire veilig­heidsautoriteit zal blijven garanderen en laten evolueren in functie van de noden tijdens de periode 2023-2032. De komende jaren staan de sectoren waarop het FANC toezicht houdt, en de domeinen waarbinnen het FANC actief is, voor heel wat veranderingen. Het is in deze context dat de nieuwe strategie werd vormgegeven. De strategie werd goedgekeurd door de beheersorganen en zal mee een leidraad vormen bij de uitwerking van de toekomstige financiering.

Als conclusie bevestigt de minister dat er de afge­lopen maanden niet is stilgezeten. De context rond de verlengde uitbating van twee kernreactoren, neemt niet weg dat alle betrokkenen zich voorbereiden op de ont­manteling. Een goede voorbereiding is hierbij uiteraard cruciaal. Alle betrokkenen nemen hun verantwoordelijk­heid op en zullen erover waken dat de veiligheid te allen tijde gewaarborgd zal blijven.

II. — GEDACHTEWISSELING

De heer Samuel Cogolati (Ecolo-Groen) weet dat het nucleaire thema een explosief onderwerp is in de politieke debatten. Maar de ontmantelingen vormen juist een uitdaging die de politiek kunnen verbinden. Het is een industriële werf zonder voorgaande, die meerdere miljarden euro zal kosten en die meer dan 20 jaar zal duren. Een goede voorbereiding zal primordiaal zijn, ook voor de werkgelegenheid en voor de economische reconversie van de twee sites.

En ce qui concerne l'emploi, Engie Electrabel et les professionnels du secteur savent à quels moments ils feront appel au personnel actuel des centrales nucléaires pour les opérations de démantèlement. Ce sont en effet ces travailleurs qui connaissent le mieux les centrales. Est-il déjà possible aujourd'hui d'établir une estimation plus précise du nombre de membres du personnel actuel qui seront déployés pendant la phase de démantèlement? M. Thierry Saegeman, CEO d'Engie Electrabel, a avancé par le passé le chiffre de 1 400 personnes pour les deux sites. Existe-t-il aujourd'hui une meilleure estimation? Où en sont les négociations syndicales chez Engie Electrabel? On oublie trop facilement les sous-traitants des centrales. Les personnes directement employées par Engie Electrabel sont très bien protégées, mais c'est plus difficile pour les travailleurs employés par les sous-traitants. Des mesures visant à protéger ces travailleurs-là aussi seront assurément nécessaires.

Le démantèlement des centrales représente également une opportunité économique. La Commission européenne a calculé que le marché du démantèlement des centrales nucléaires s'élèvera à 400 milliards d'euros au cours des 100 prochaines années. La Belgique peut jouer un rôle dans ce domaine. Le plan de relance européen prévoit 25 millions d'euros pour la Belgique pour le volet démantèlement. Comment ce volet sera-t-il mis en œuvre au niveau belge? Ne pourrait-on pas créer un centre d'excellence en matière de démantèlement à Tihange ou à Doel? Comment les orateurs voient-ils cette reconversion? Le lien avec la "Delivery Unit" sur le site de Tihange est important, mais a déjà été évoqué. Une bonne coopération à tous les niveaux est extrêmement importante.

Dans d'autres pays, comme l'Allemagne, on constate que les opérations de démantèlement prennent beaucoup plus de temps qu'initialement prévu. En Belgique, c'est le choix du démantèlement immédiat qui a été fait, et, dans ce cadre, le démantèlement d'un réacteur nucléaire prendrait 15 ans. Le groupe Engie Electrabel dispose-t-il aujourd'hui de calendriers plus précis? Comment vatt-on obliger l'exploitant à procéder au démantèlement "immédiat" des centrales? Il est extrêmement important que les opérations de démantèlement soient effectuées en toute sécurité, mais il est également important que les sites soient libérés pour accueillir de nouvelles activités économiques. Il devrait certainement être possible de développer sur ces sites des activités liées à la transition énergétique. Mais pour cela, il faut d'abord un "green field", un "retour à l'herbe". Qu'est-ce qui sera concrètement imposé à l'exploitant à la fin des démantèlements?

Les coûts du démantèlement constituent un autre point important. L'expérience d'autres pays montre que le coût réel d'un démantèlement atteint parfois le double

Op het gebied van werkgelegenheid weten Engie Electrabel en de professionelen uit de sector op welke momenten er op de huidige werknemers van de nucleaire centrales zal worden gerekend voor de ontmantelingen. Zij kennen ten slotte de centrales het best. Kan er vandaag een betere schatting worden gegeven van het aantal van de huidige werknemers die tijdens de ontmantelingsperiode zullen worden ingezet? De heer Thierry Saegeman, CEO van Engie Electrabel, sprak in het verleden over 1 400 mensen voor de twee sites. Is er vandaag een betere schatting? Wat is de status van de syndicale onderhandelingen bij Engie Electrabel? De onderaannemers van de centrales worden gemakkelijk vergeten. De directe werknemers van Engie Electrabel zijn heel goed beschermd, maar voor de werknemers van de onderaannemers ligt dat moeilijker. Maatregelen om ook deze werknemers te beschermen zijn zeker nodig.

De ontmantelingen zijn ook een economische opportuniteit. De Europese Commissie berekende dat de markt voor nucleaire ontmantelingen in de komende 100 jaar 400 miljard euro bedraagt. België kan hierin een rol spelen. Het Europese relanceplan voorziet voor België 25 miljoen euro voor het deel ontmantelingen. Hoe wordt dit deel op het Belgische niveau geïmplementeerd? Kan er in Tihange en/of in Doel geen excellentiecentrum voor ontmantelingen komen? Hoe zien de sprekers deze reconversie? De koppeling met de "Delivery Unit" in Tihange is belangrijk, maar werd reeds besproken. Een goede samenwerking op alle niveaus is uitermate belangrijk.

In andere landen, zoals Duitsland, stelt men vast dat de ontmantelingen veel langer duren dan de oorspronkelijk schattingen. In België werd er gekozen voor een directe ontmanteling, en zou een ontmanteling van een kernreactor 15 jaar duren. Zijn er vandaag preciezere plannings van Engie Electrabel bekend? Hoe gaat men de exploitant verplichten om de centrales direct te ontmantelen? Het is uitermate belangrijk dat de ontmantelingen veilig gebeuren, maar het is ook belangrijk dat de terreinen worden vrijgemaakt voor nieuwe economische activiteiten. Er is zeker mogelijkheid om op deze terreinen activiteiten rond de energietransitie te ontwikkelen. Maar daarvoor is eerst een "green field" nodig, een "retour à l'herbe". Wat gaat er concreet aan de exploitant opgelegd worden op het einde van de ontmantelingen?

De kosten van de ontmantelingen zijn een ander belangrijk aspect. De ervaringen uit andere landen tonen dat de reële kost van een ontmanteling soms het dubbele

des estimations, comme l'a indiqué la Cour des comptes française. Le principe du "pollueur-payeur" est défendu par le gouvernement. Il est important que le système des provisions nucléaires soit renforcé si l'on veut que le contribuable belge ne doive pas supporter d'éventuels coûts supplémentaires. À quel stade se trouve actuellement le projet de loi à ce sujet? Qui estime actuellement le coût du démantèlement des centrales? Que se passera-t-il si ces coûts sont sous-estimés, comme on le voit actuellement partout ailleurs en Europe?

M. Eric Thiébaud (PS) demande à la ministre de l'Intérieur si des initiatives ont déjà été prises en vue d'acquérir de nouvelles compétences dans le domaine des méthodes de décontamination ou de découpage ou dans le domaine du traitement des déchets spéciaux? De telles initiatives sont nécessaires et avaient été annoncées par la ministre le 29 mars 2022.

De nombreuses formations sur le démantèlement et la décontamination ont déjà été organisées en coopération avec les autorités nucléaires. Le ministre de l'Économie a déjà donné des informations à ce sujet. Mais pourrait-on en savoir un peu plus sur les points à améliorer que la ministre a elle-même évoqués à la fin du mois de mars? Dans quelle mesure certaines formations ont-elles permis de combler des lacunes? Une collaboration avec les universités est-elle envisagée?

En ce qui concerne le financement de l'AFCN, force est de constater que l'exploitation des centrales nucléaires fournit 75 % des revenus de l'AFCN. La fermeture de cinq centrales et l'obligation pour la Belgique de disposer d'une autorité de sûreté nucléaire indépendante signifient qu'il faudra trouver un financement alternatif pour l'AFCN. L'élaboration d'un système de dotations est l'une des solutions possibles. Un plan serait actuellement en cours d'élaboration et serait finalisé d'ici la fin de l'année 2022. L'intervenant aimerait obtenir plus de détails sur ce plan et demande si un calendrier est disponible.

Le gouvernement a décidé de maintenir deux réacteurs nucléaires en activité pendant dix années supplémentaires, jusqu'en 2035. Quelle incidence cela a-t-il sur le plan relatif aux dotations? La contribution des deux réacteurs qui resteront en activité plus longtemps a-t-elle déjà été estimée? Cet élément a-t-il été pris en compte lors des négociations entre le gouvernement et Engie Electrabel concernant la prolongation de deux réacteurs?

Des garanties pourraient-elles être données quant à la garantie de l'indépendance de l'AFCN si le système de dotations en cours d'examen venait à être mis en œuvre?

is van de schattingen, zoals door het Franse "Cour des comptes" werd berekend. Het principe "de vervuiler betaalt" wordt door de regering aangehouden. Het is belangrijk dat het systeem van de nucleaire provisies wordt versterkt, zodat de Belgische belastingbetaler niet opdraait voor eventuele kosten. Wat is de status van het wetsontwerp hiervoor? Wie schat vandaag de ontmantelingskosten? En wat in het geval dat deze kosten worden onderschat, zoals nu overal anders in Europa te zien is?

De heer Eric Thiébaud (PS) vraagt aan de minister van Binnenlandse Zaken of er al initiatieven werden genomen voor het verwerven van nieuwe competenties op het gebied van methodes voor het ontsmetten of voor het versnijden, of op het gebied van het verwerken van speciaal afval, die nodig zijn en zoals de minister op 29 maart 2022 had aangekondigd?

Er werden reeds heel wat opleidingen op het gebied van ontmanteling en ontsmetting, in samenwerking met de nucleaire autoriteiten, georganiseerd. De minister van Economie heeft hierover reeds informatie gegeven. Maar kan er wat meer informatie gegeven worden over de verbeterpunten die de minister eind maart zelf heeft opgeworpen? In welke mate hebben bepaalde opleidingen ervoor gezorgd dat bepaalde tekorten werden weggewerkt? Wordt er overwogen met de universiteiten samen te werken?

Op het gebied van de financiering van het FANC moet worden vastgesteld dat de exploitatie van de kerncentrales voor 75 % van de inkomsten van het FANC zorgt. De sluiting van vijf centrales en de verplichting voor België om een onafhankelijke nucleaire veiligheidsautoriteit te hebben, heeft tot gevolg dat er een alternatieve financiering voor het FANC zal moeten worden gevonden. Het uitwerken van een systeem van dotaties is een van de mogelijke oplossingen. Een plan zou op dit moment worden uitgewerkt, en zou tegen eind 2022 worden afgerond. Kunnen er meer details over dit plan worden gegeven? Is er een planning beschikbaar?

De regering heeft beslist twee kernreactoren tien jaar langer in bedrijf te laten, tot 2035. Welke invloed heeft dit op het plan voor de dotaties? Wordt de bijdrage van de twee reactoren die langer in bedrijf zullen blijven, reeds geraamd? Is dit meegenomen in de onderhandelingen van de regering met Engie Electrabel, voor het verlengen van twee reactoren?

Kunnen er garanties gegeven worden op het gebied van de onafhankelijkheid van het FANC, ook als het systeem van dotaties, dat nu wordt bestudeerd, in werking zou zijn?

Le SCK CEN dispose déjà d'une expertise en matière de démantèlement, notamment grâce au démantèlement du réacteur *Belgian Reactor 3* (en abrégé: BR3). Le SCK CEN a mené une étude pour déterminer si l'expertise acquise lors de ce démantèlement pouvait être mise à profit dans le cadre du démantèlement de réacteurs commerciaux. Des PME pourraient être associées à ce démantèlement. La ministre pourrait-elle fournir davantage d'informations à ce sujet?

Plusieurs postes sont vacants au sein de l'ONDRAF. Selon la ministre de l'Énergie, les profils recherchés par l'ONDRAF seront également nécessaires auprès de l'exploitant et de l'AFCN. Dans quelle mesure est-ce un problème? La ministre pourrait-elle aussi fournir un état des lieux de la situation au sein de l'AFCN? L'AFCN cherche-t-elle des collaborateurs? Dans l'affirmative, quels sont les profils recherchés?

M. Kurt Ravyts (VB) estime que les ministres et leurs cabinets ont accordé trop peu d'attention aux auditions de participants à la Table ronde industrielle, qui ont été organisées le 29 mars 2022 au sein de la sous-commission de la sécurité nucléaire (voir DOC 55 2275/006).

La *task force* contribue à la préparation du travail législatif. La provision nucléaire et la mesure stratégique, contre laquelle une procédure européenne est d'ailleurs en cours, constituent deux éléments importants. Il est heureux que ce problème ait tout de même été pris à bras-le-corps et que ce grand et large projet de participation puisse être lancé cette année. L'intervenant pense que le groupe VB soutiendra les deux projets de loi, en particulier parce que c'est ce qu'attendent l'ONFRAF et les organes apparentés.

La compétence de la reconversion économique est également régionalisée. M. Jo Brouns est devenu le ministre compétent du gouvernement flamand en la matière, en remplacement de Mme Hilde Crevits. Des contacts ont-ils déjà été pris avec le ministre Brouns?

Les différents groupes de travail de la Table ronde industrielle ont constaté que le potentiel en matière de démantèlement pour les entreprises belges se situe surtout dans des applications de niche. Ces entreprises demandent un appui en matière de développement technologique, qui serait indépendant du SCK CEN. Les 25 millions prévus seront octroyés par le biais du SCK CEN. Plusieurs projets éducatifs, qui ont été listés, sont en cours. En sa qualité d'organisation faitière, Agoria a organisé une réunion entre l'industrie et l'exploitant, à laquelle les cabinets ont également participé. L'industrie demande surtout un cadre, ce qui signifie aussi qu'elle demande de l'aide pour la création d'un centre d'expertise. Le gouvernement en sait-il davantage à ce sujet?

Het SCK CEN heeft reeds ervaring opgedaan met een ontmanteling, namelijk van reactor "*Belgian Reactor 3*" (afgekort: BR3). Het SCK CEN heeft een studie gedaan om uit te zoeken of de opgedane ervaringen met de ontmanteling van de BR3-reactor kunnen worden gebruikt voor het ontmantelen van commerciële reactoren. Kleine en middelgrote ondernemingen (afgekort: kmo's) zouden kunnen worden betrokken. Kunnen hierover meer inlichtingen hierover worden verstrekt?

Bij de NIRAS zijn een aantal openstaande functies. Volgens de minister van Energie zijn de profielen, die door de NIRAS worden gezocht, ook nodig bij de exploitant en bij het FANC. In welke mate is dit een probleem? Kan er voor het FANC ook een stand van zaken worden gegeven? Zoekt het FANC medewerkers? En indien zo, welke profielen worden gezocht?

De heer Kurt Ravyts (VB) vindt dat er door de sprekers en hun kabinetten te weinig is gekeken naar de hoorzitting van de subcommissie nucleaire veiligheid en de industriële ronde tafel van 29 maart 2022 (zie DOC 55 2275/006).

De taskforce draagt bij aan de voorbereiding van het wetgevende werk. Belangrijk zijn de nucleaire provisie en de beleidsmaatregel, waartegen trouwens een Europese procedure liep. Het strekt tot eer dat dit toch werd aangepakt, en hopelijk dit jaar met dit groot en breed participatieproject kan worden begonnen. Het ziet er naar uit dat het VB beide wetsontwerpen zal steunen, bij NIRAS en aanverwanten wordt hierop gewacht.

De economische reconversie zit ook op gewestelijk niveau. Mevrouw Hilde Crevits werd in de Vlaamse regering opgevolgd door de heer Jo Brouns als bevoegd minister. Zijn er al contacten geweest met minister Brouns?

De verschillende werkgroepen van de industriële ronde tafel hebben vastgesteld dat het ontmantelingspotentieel voor de Belgische bedrijven vooral in nichetoeepassingen ligt. Ze vragen steun voor technologische ontwikkelingen, los van het SCK CEN. De voorziene 25 miljoen euro wordt toegekend via het SCK CEN. Er lopen educatieve projecten, hiervan werd een lijst gemaakt. Agoria heeft als overkoepelende organisatie de industrie samengebracht met de exploitant, waar ook de kabinetten bij aanwezig waren. De industrie vraagt vooral een kader. En dat betekent ook dat de industrie steun vraagt voor het realiseren van een expertisecentrum. Zijn hierover meer inzichten binnen de regering? Hoe kan dit worden gerealiseerd? Het eindverslag van de industriële ronde

Comment ce projet pourrait-il être réalisé? Cela fait tout de même déjà neuf mois que le rapport final de la Table ronde industrielle a été publié, le 21 septembre 2021. Il serait temps d'avancer.

Le rapport de l'audition du 29 mars 2022 indique que la société NETALUX, qui participe au groupe de travail "Circuit primaire", a souligné que le Fonds de transition énergétique (FTE) accorde aujourd'hui la priorité la plus faible aux applications nucléaires. Il s'agit d'un choix politique. Le secteur demande la création d'une sorte d'école du démantèlement, où un soutien technologique lui serait apporté. Ce seront tout de même ces technologies qui pourront être exportées.

La *task force* "Logistique et stockage" a mis l'accent sur le potentiel des infrastructures de gestion des déchets (*waste management facility*, WMF). Les installations existantes pourraient être converties en WMF, où l'on procédera à des découpages, des nettoyages, etc. Une concertation est-elle organisée à ce sujet au niveau du gouvernement?

Les sept centrales nucléaires belges sont entre les mains d'acteurs privés. Si les pouvoirs publics songent à la création de centres et de pôles d'excellence, puis ensuite à l'exportation des technologies développées dans ce cadre, il conviendra de prévoir une compensation financière. L'exploitant devra évidemment aussi être associé au projet.

Un consultant externe serait désigné pour déterminer précisément le montant du financement dont l'AFCN aura besoin pour fonctionner à l'avenir. On passerait alors un système de dotations, ce qui semble tout à fait logique. Il s'agit d'un projet en cours, qui sera suivi.

Mme Leen Dierick (cd&v) sait qu'Engie Electrabel a indiqué dans le passé que l'exploitant ne pouvait pas exploiter des réacteurs tout en démantelant des réacteurs voisins. Est-ce toujours le cas? Pourquoi ces deux processus ne pourraient-ils pas être menés de front?

Engie Electrabel avait promis un plan social en vue d'absorber l'impact de la fermeture des centrales nucléaires sur l'emploi. Entre-temps, la décision a été prise de prolonger deux centrales nucléaires, ce qui aura certainement aussi une incidence sur l'emploi. De nouveaux recrutements seront probablement nécessaires pour compenser les départs naturels. Cela est-il pris en compte? Le plan social doit-il être adapté en conséquence? Peut-on conserver suffisamment de personnel qualifié? Et peut-on répondre aux préoccupations concernant les départs annoncés?

tafel is van 21 september 2021, toch al negen maanden geleden. Het is tijd dat er een aantal volgende stappen worden gezet.

In het verslag van de hoorzitting van 29 maart 2022 staat dat de firma NETALUX, van de taskforce primair circuit, stelde dat het energietransitie fonds (afgekort: ETF) de nucleaire toepassingen vandaag als de laagste prioriteit behandelt. Dat is een politieke keuze. De sector vraagt een soort ontmantelingschool, met steun voor de technologie. Het is toch deze technologie die zal kunnen worden geëxporteerd.

De taskforce logistiek en stockage legde de nadruk op het potentieel van "*waste management facilities*" (afgekort: WMF's). Bestaande installaties zouden kunnen worden omgevormd tot WMF's, waar zal worden gesneden, gereinigd... Wordt er op kabinetsniveau hierover beraadslaagd?

De zeven Belgische kerncentrales zijn in private handen. Als de overheid denkt aan excellentiecentra en excellentiepolen, en dan verder aan exporteren, dan zal daar financieel iets tegenover moeten staan. De exploitant moet uiteraard ook meegenomen worden in het verhaal.

Er zou een externe consultant worden aangesteld, om precies te bepalen wat er voor het FANC financieel nodig zal zijn om te functioneren in de toekomst. Er zou dan overgeschakeld worden op een systeem van dotaties, wat de logica zelf lijkt. Dit is "*work in process*", dat zal worden opgevolgd.

Mevrouw Leen Dierick (cd&v) weet dat Engie Electrabel in het verleden had aangegeven dat de exploitant niet gelijktijdig reactoren kan exploiteren en gelijktijdig aangrenzende reactoren ontmantelen. Is dit nog steeds zo? Waarom kunnen beide processen niet gelijktijdig?

Voor de impact van de sluiting van de kerncentrales op de werkgelegenheid had Engie Electrabel een sociaal plan beloofd. Ondertussen is de beslissing genomen twee kerncentrales te verlengen, wat zeker ook een invloed zal hebben op de tewerkstelling. Er zullen waarschijnlijk nieuwe aanwervingen nodig zijn om de natuurlijke afvloeiing op te vangen. Wordt hiermee rekening gehouden? Moet het sociaal plan hiervoor worden aangepast? Kan er voldoende gekwalificeerde personeel aan boord worden gehouden? En kan er een antwoord gegeven worden op de bezorgdheid rond de aangekondigde afvloeiingen?

La concertation avec les régions est très importante afin d'apaiser les inquiétudes dans les régions à propos de Tihange et de Doel, le Pays de Waas. Quelles mesures ont déjà été prises pour se concerter avec les régions concernées et les Régions?

La décision de prolonger Tihange 3 et Doel 4 a un impact sur le processus de démantèlement et sur la *task force*. N'est-il pas étrange que les démantèlements et la prolongation soient considérés séparément? Les tâches et les compétences de la *task force* ne devraient-elles pas être étendues à la prolongation des deux centrales nucléaires?

Un démantèlement rapide nécessite également d'accélérer la préparation de l'enfouissement des déchets. Un projet participatif sous forme de dialogue national a été annoncé. Où en est ce projet? Fera-t-on également appel à des panels représentatifs? Un calendrier a-t-il déjà été fixé?

Une bonne communication avec toutes les personnes concernées, et certainement avec tous les riverains et toutes les autorités locales, est très importante. Cela semble être sur la bonne voie.

Un consultant externe a été nommé pour le financement de l'AFCN. Existe-t-il un calendrier connu pour l'élaboration d'une stratégie future?

M. Thierry Warmoes (PVDA-PTB) souligne qu'environ 2 000 travailleurs d'Engie Electrabel et environ 5 000 travailleurs de sous-traitants travaillent dans les centrales nucléaires. Le membre demande donc quels sont les engagements du gouvernement en faveur de la transition sociale de Doel et Tihange. Il est important pour les gens d'Engie Electrabel de savoir si deux centrales nucléaires seront prolongées ou non, quand et pour combien de temps. L'évaluation est que si deux centrales sont prolongées, il n'y aura pas de problèmes insurmontables pour les travailleurs d'Engie Electrabel. La situation est différente en cas de fermeture complète. Aujourd'hui, on ne sait toujours pas s'il y aura une prolongation, ce qui crée un malaise chez les travailleurs et les sous-traitants. Il serait dès lors bon que ces négociations puissent se conclure en juin 2022, comme prévu, avec la garantie pour les travailleurs concernés de pouvoir trouver un emploi, adapté ou non, au sein de l'entreprise ou au moins du secteur, tout en conservant intégralement leurs conditions de rémunération et de travail actuelles.

Dans le secteur, l'ancien accord sur la stabilité de l'emploi de 1962 prévaut toujours ("Accord paritaire sur la stabilité et la politique d'emploi et sur les budgets sociaux 1962 et 1963, Commissions paritaires nationales

Overleg met de gewesten is heel belangrijk, om de bezorgdheid in de regio's rond Tihange en rond Doel, het Waasland, weg te nemen. Welke stappen zijn er reeds genomen om in overleg te gaan met de regio's en met de Gewesten?

De beslissing om Tihange 3 en Doel 4 te verlengen heeft een invloed op het ontmantelingsproces en op de taskforce. Is het niet vreemd dat de ontmantelingen en de verlenging los van elkaar worden gezien? Moeten de taken en de bevoegdheden van de taskforce niet worden uitbereid met de verlenging van de twee kerncentrales?

Een snelle ontmanteling vereist ook dat er vaart wordt gemaakt met de voorbereiding van de berging van het afval. Er is een participatief project aangekondigd in de vorm van een nationale dialoog. Hoever staat dit? Zal er ook met representatieve panels worden gewerkt? Is er een planning bekend?

Een goede communicatie naar alle betrokkenen en zeker ook naar alle omwonenden en alle lokale besturen is heel belangrijk. Dit lijkt op het goede spoor te zitten.

Voor de financiering van het FANC is een externe consultant aangesteld. Is er een planning bekend voor het opstellen van een toekomstige strategie?

De heer Thierry Warmoes (PVDA-PTB) wijst erop dat er in de kerncentrales ongeveer 2 000 werknemers van Engie Electrabel werken, en ongeveer 5 000 werknemers van onderaannemers. Er wordt dan ook gevraagd naar de engagementen van de regering op het vlak van de sociale transitie van Doel en Tihange. Voor de mensen van Engie Electrabel is het wel belangrijk te weten of er voor twee kerncentrales een verlenging komt of niet, wanneer die er komt en voor hoelang die zal zijn. De inschatting is dat als er twee centrales worden verlengd, er geen onoverkomelijke problemen voor de Engie Electrabel werknemers zullen zijn. Bij een volledige sluiting is dat anders. Vandaag is het nog altijd niet duidelijk of er een verlenging komt, en dat creëert onrust bij de werknemers en de onderaannemers. Het zou dan ook goed zijn dat deze onderhandelingen, zoals voorzien, in juni 2022 worden afgerond, met een garantie voor de betrokken werknemers op een al dan niet aangepaste tewerkstelling binnen het bedrijf of minstens binnen de sector, met volledig behoud van de huidige loon- en arbeidsvoorwaarden.

In de sector geldt nog steeds het oude akkoord over werkgelegenheidsstabiliteit van 1962 ("Accord paritaire sur la stabilité et la politique d'emploi et sur les budgets sociaux 1962 et 1963, Commissions paritaires nationales

du Gaz et de l'Electricité, 11 avril 1962"). Il s'agit d'un accord sectoriel national qui garantit l'emploi chez Engie Electrabel. Est-on assuré que cet accord sera respecté? Non seulement sur la garantie de l'emploi jusqu'en 2027, comme convenu actuellement, mais aussi à plus long terme?

A-t-on la garantie que tous les travailleurs qui relèvent aujourd'hui de la Commission paritaire du gaz et de l'électricité, CP 326, continueront de relever de cette même Commission paritaire, ou du moins garderont les mêmes conditions de salaire et de travail? Comment cela sera-t-il réalisé?

Engie-Electrabel sera-t-elle obligée d'inclure dans ses plans de démantèlement un budget pour garantir l'emploi et éventuellement la reconversion des travailleurs?

Quel budget prévoit-on pour faire face aux conséquences sociales de la sortie progressive de l'énergie nucléaire?

Qu'en est-il des travailleurs des sous-traitants qui, actuellement, ne relèvent pas de la Commission paritaire 326? Leur emploi est-il également garanti? Il y a beaucoup de fonctions qui ne relèvent pas de la technologie nucléaire, même chez Engie Electrabel. Il suffit de penser aux secteurs dits "classiques" comme la plomberie, l'électricité, l'entretien des machines, la sécurité, etc. Ils ne pourront pas être utilisés pour les travaux de démantèlement.

L'article 10 de la loi du 31 janvier 2003, la loi sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, impose au gouvernement d'élaborer un plan social. La loi stipule: "Lorsqu'il est procédé à la fermeture d'une centrale nucléaire, un plan d'accompagnement social doit être élaboré pour les travailleurs concernés, en concertation avec les partenaires sociaux." L'élaboration de ce plan social relève de la responsabilité du ministre de l'Économie et du Travail. Ce point peut-il enfin être clarifié aujourd'hui? Quel est l'état d'avancement du plan social?

L'AFCN dispose-t-elle aujourd'hui et disposera-t-elle dans les années à venir de suffisamment de moyens et de personnel pour effectuer ses missions de contrôle? L'indexation des contributions suffira-t-elle? La sortie partielle du nucléaire entraînera une diminution progressive de ce financement à partir des contributions nucléaires. Comment le gouvernement entend-il garantir le financement à long terme? Pourquoi est-il nécessaire d'engager à cet effet un consultant sans doute onéreux

du Gaz et de l'Electricité, 11 avril 1962"). Dit is een landelijke sectorovereenkomst die de werkgelegenheid bij Engie Electrabel garandeert. Wordt ervoor gezorgd dat deze afspraak wordt nageleefd? Niet alleen over het veiligstellen van werkgelegenheid tot 2027, zoals nu afgesproken, maar ook op de langere termijn?

Wordt er gegarandeerd dat alle werknemers die vandaag rapporteren onder het paritair comité van het gas- en het elektriciteitsbedrijf, PC 326, onder ditzelfde paritair comité blijven, of in ieder geval dezelfde loonen arbeidsvoorwaarden behouden? Hoe zal dit worden gerealiseerd?

Zal Engie-Electrabel worden gedwongen om in zijn ontmantelingsplannen een budget op te nemen om de werkgelegenheid en eventueel de omscholing van de arbeiders te garanderen?

Welk budget wordt er voorzien om de maatschappelijke gevolgen van de uitfasering van kernenergie op te vangen?

Hoe zit het met de werknemers van de onderaannemers die momenteel niet onder paritair comité 326 vallen? Wordt hun werkgelegenheid ook gegarandeerd? Er zijn heel wat functies bij die niet nucleair-technologisch zijn, ook bij Engie Electrabel zelf. Denk maar aan de zogenaamde "klassieke" sectoren zoals loodgieterij, elektriciteit, onderhoud van machines, bewaking... Deze gaan niet kunnen worden ingezet voor de ontmantelingswerkzaamheden.

Artikel 10 van de wet van 31 januari 2003, de wet houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie, verplicht de regering om een sociaal plan op te stellen. Er staat in de wet: "Wanneer er tot sluiting van een nucleaire centrale overgegaan wordt, moet er in overleg met de sociale partners een sociaal begeleidingsplan voor de betrokken werknemers opgesteld worden." De ontwikkeling van dit sociaal plan valt onder de verantwoordelijkheid van de minister van Economie en Werk. Kan dit punt vandaag eindelijk worden verduidelijkt? Wat is de voortgang van het sociaal plan?

Beschikt het FANC vandaag en de komende jaren over voldoende middelen en personeel om haar controletaken uit te voeren? Volstaat de indexering van de bijdragen? Met de gedeeltelijke kernuitstap zal deze financiering via nucleaire bijdragen stapsgewijze verminderen. Hoe wil de regering de financiering op lange termijn garanderen? Waarom is het nodig om hiervoor een vermoedelijk dure consultant in te huren in plaats van te steunen op de eigen interne expertise van de administratie? De

plutôt que de s'appuyer sur la propre expertise interne de l'administration? Le démantèlement étant un processus qui durera plus de quinze ans, il serait préférable de disposer des connaissances en interne.

Le gouvernement ne deviendra pas copropriétaire des centrales nucléaires prolongées. C'est une décision importante. Le gouvernement a également affirmé que la facture en matière de déchets nucléaires ne pourrait en aucun cas être revue, mais on sait depuis plusieurs semaines que cette facture fait néanmoins partie des négociations, du moins en ce qui concerne les déchets nucléaires qui seront produits à l'avenir. Le projet de loi relatif aux provisions nucléaires sera-t-il maintenu dans sa formulation actuelle ou sera-t-il édulcoré? Le groupe PVDA-PTB est en faveur d'un vote rapide de ce projet de loi, même si plusieurs amendements ont été présentés pour continuer à le renforcer.

Mme Marianne Verhaert (Open Vld) demande dans quelle mesure la prolongation de deux centrales nucléaires, décidée en mars 2022, influencera le fonctionnement de la *task force*. Et dans quelle mesure l'exploitant a-t-il indiqué que la présence d'un réacteur actif sur les deux sites compliquerait le démantèlement? La Belgique est la meilleure au monde en matière de connaissances nucléaires. Que signifie la prolongation pour les travailleurs des deux sites? Dans quelle mesure le nombre de départs sera-t-il réduit? Quelles sont les différences entre les travailleurs de l'exploitant, sous contrats fixes, et les travailleurs des sous-traitants? Cette perspective incitera-t-elle les travailleurs à rester plus longtemps? L'exploitant s'attèle-t-il à retravailler le plan de rétention présenté aux travailleurs fin 2021? La prolongation de dix ans permettra-t-elle de conserver plus de connaissances? Ou un nombre considérable de talents partiront-ils?

La *task force* comptait également étudier dans quelle mesure différents projets appartenant au plan de relance européen et en particulier aux projets nucléaires pourraient créer des nouveaux emplois, tant chez Engie Electrabel que chez les sous-traitants. Il s'agirait de 60 millions d'euros, dont 25 millions d'euros en particulier pour le démantèlement. Où en est ce dossier? Les emplois ont-ils été identifiés?

M. Kris Verduyckt (Vooruit) estime qu'il est positif de reconfirmer que le gouvernement n'a pas l'ambition de devenir exploitant des centrales nucléaires et que les coûts liés à la gestion des déchets ne peuvent pas être reportés sur le contribuable.

La prolongation ou non de deux centrales n'a que peu d'incidence sur le démantèlement. Le défi demeure aussi important. La difficulté pour l'exploitant réside peut-être

ontmanteling is een proces van meer dan 15 jaar, het zou beter zijn de kennis in eigen huis te halen.

De regering zal geen mede-eigenaar worden van de verlengde kerncentrales. Dat is een belangrijke uitspraak. Deze regering maakte zich ook sterk dat er niet geraakt zal worden aan de factuur van het kernafval, maar sinds enkele weken is geweten dat deze factuur wel onderdeel is van de onderhandelingen, ten minste toch het toekomstig geproduceerde kernafval. Blijft het wetsontwerp voor de nucleaire provisies zoals het is, wordt het niet afgezwakt? PVDA-PTB steunt een snelle goedkeuring van dit wetsontwerp, ook al werden verschillende amendementen ingediend om het wetsontwerp verder aan te scherpen.

Mevrouw Marianne Verhaert (Open Vld) vraagt in welke mate de verlenging van twee kerncentrales, beslist in maart 2022, invloed heeft op de werking van de *task force*? En in welke mate heeft de exploitant aangegeven dat de ontmanteling complexer zou worden als op beide locaties nog een werkende reactor actief is? België is wereldtop op het gebied van nucleaire kennis. Wat betekent de verlenging voor de werknemers op de beide sites? In welke mate is de uitstroom of afvloeiing kleiner? Waar zitten de verschillen tussen de werknemers van de exploitant, met vaste contracten, en de werknemers van de onderaannemers? Zullen werknemers, door dit perspectief, langer blijven? Werkt de exploitant aan het herwerken van het eind 2021 aan de werknemers voorgestelde retentieplan? Zorgt de verlenging van tien jaar voor een groter behoud van kennis? Of komt er een enorme uitstroom van talent?

De *task force* zou ook onderzoeken in welke mate verschillende projecten binnen het Europese relanceplan en in het bijzonder binnen de nucleaire projecten voor nieuwe tewerkstelling kan zorgen, zowel bij Engie Electrabel als bij de onderaannemers. Het zou gaan over 60 miljoen euro, waarvan 25 miljoen euro specifiek voor de ontmanteling. Wat is hiervan de stand van zaken? Is de tewerkstelling geïdentificeerd?

De heer Kris Verduyckt (Vooruit) vindt het goed dat wordt herbevestigd dat de regering geen ambitie heeft om uitbater te worden van de kerncentrales, en dat de kosten van het afvalbeheer niet naar de belastingbetaler kunnen komen.

Of er twee centrales langer openblijven of niet maakt niet zoveel uit voor de ontmanteling. De uitdaging blijft even groot. De moeilijkheid bestaat hem misschien in

dans la combinaison du démantèlement de certaines centrales et de la poursuite de l'exploitation d'autres centrales. Si des membres du personnel partent, il convient toutefois de veiller à ce qu'il reste suffisamment de travailleurs pour garantir la sécurité.

En matière d'emplois, le port d'Anvers a été évoqué pour le site de Doel. Existe-t-il déjà aujourd'hui une collaboration structurelle? Ou s'agit-il de pistes envisagées pour occuper ou recruter des personnes pour les démantèlements?

Qu'indique l'exploitant lui-même? S'inquiète-t-il davantage du maintien d'agents qualifiés ou de trouver un travail adapté pour ceux qui partent actuellement?

Les textes portant sur les provisions nucléaires de la ministre de l'Énergie sont les bienvenus. Il est impératif de renforcer et de préciser les textes soumis.

La commission de la Défense a longuement discuté de l'opération "*vigilant guardian*", alors qu'il a désormais été décidé de retirer les militaires des rues. Il reste toutefois l'opération "*Spring Guardian*", qui affecte les militaires à la surveillance du site nucléaire à Doel. À Tihange, le site est sécurisé par la direction de la sécurisation (abréviation: DAB) de la police fédérale. L'armée continuera-t-elle à assurer la sécurité à Doel pendant le démantèlement?

M. Bert Wollants (N-VA) a le sentiment que le silence à propos des négociations avec Engie Electrabel a abouti à ce que la décision récente de prolonger la durée de vie n'ait pas suffisamment été prise en compte dans cet exercice. Il n'est pas nécessaire de communiquer la teneur des discussions avec Engie Electrabel, mais les conséquences de ces discussions sont toutefois claires et elles sont aujourd'hui à peine évoquées. Pourquoi attendre? Par ailleurs, le démantèlement et le maintien de centrales en activité a des conséquences. Cette situation pose plusieurs problèmes qu'il conviendra d'examiner de manière plus approfondie, comme l'a également indiqué l'AFCN, qui évoque la charge de travail et la planification d'autres projets nucléaires. L'AFCN a-t-elle déjà adopté une position sur le lien entre ces éléments? La note transmise au gouvernement le 17 janvier 2022 indique qu'il convient d'examiner ce point de manière plus approfondie. Cet examen a-t-il entre-temps été réalisé?

La prolongation de deux centrales présente également plusieurs avantages, par exemple en ce qui concerne le financement de l'AFCN. Près d'un tiers des prélèvements que l'AFCN perçoit chaque année provient

de la combinaison de centrales qui sont démantelées et de centrales qui sont encore en exploitation. Il y aura un afflux de personnel, mais d'un autre côté, il faut également veiller à ce qu'il y ait suffisamment de personnes à bord pour garantir la sécurité.

Op het gebied van tewerkstelling werd er voor Doel verwezen naar de haven van Antwerpen. Is er vandaag al een structurele samenwerking? Of zijn dat pistes waaraan wordt gedacht om mensen te werk te stellen of mensen aan te werven voor de ontmantelingen?

Wat zegt de uitbater zelf? Maakt hij zich meer zorgen over het behoud van gekwalificeerde personeelsleden, of eerder over het vinden van gepast werk voor mensen die vandaag uitstromen?

De teksten rond de nucleaire provisies van de minister van Energie worden verwelkomd. De verstrenging en de verduidelijking in de voorgelegde teksten zijn absoluut noodzakelijk.

In de Commissie Landsverdediging is veel gediscussieerd over de operatie "*vigilant guardian*", waar nu beslist is om de militairen uit het straatbeeld te halen. Maar er is ook nog de operatie "*Spring Guardian*" waarbij militairen de nucleaire site in Doel bewaken. In Tihange wordt de site door de directie beveiliging van de federale politie (afgekort: DAB) beveiligd. Zal tijdens de ontmanteling de beveiliging in Doel verder door het leger worden verzekerd?

De heer Bert Wollants (N-VA) heeft de indruk dat, doordat er niet wordt gesproken over de onderhandelingen met Engie Electrabel, de recent besliste levensduurverlenging onvoldoende is meegenomen in deze oefening. Er moet niet worden gezegd wat er met Engie Electrabel wordt besproken, maar de gevolgen daarvan zijn wel duidelijk en die worden vandaag amper aangeraakt. Waarom wordt er gewacht? Tegelijkertijd ontmantelen en centrales in werking houden heeft een aantal gevolgen. Dit zorgt voor een aantal problemen die verder moeten worden onderzocht, zoals ook het FANC heeft aangegeven. Zij spreken over de werklust en de planning voor andere nucleaire projecten. Is er vandaag al een positie ingenomen door het FANC over het samengaan van deze zaken? In de nota die op 17 januari 2022 aan de regering is bezorgd, wordt er melding gemaakt dat dit verder moet worden onderzocht. Is dit ondertussen verder onderzocht?

Het langer openhouden van twee centrales heeft ook een aantal voordelen, zoals de financiering van het FANC. Ongeveer een derde van de heffingen die het FANC jaarlijks ontvangt, komen van deze twee centrales.

de ces deux centrales. Cela a-t-il une incidence sur la manière dont le dossier du financement à long terme est examiné? Ou l'objectif est-il que ces deux centrales cessent de financer l'AFCN à l'avenir et que l'on passe à un système totalement différent?

Concernant le FTE, les membres de la table ronde industrielle ont déclaré que pour le gouvernement, les projets nucléaires constituaient la dernière des priorités et qu'en conséquence l'industrie a décidé de ne plus investir un seul euro dans le dépôt de dossiers. Or, ce sont précisément les projets dont le gouvernement attend qu'ils puissent générer une énorme plus-value en misant sur les connaissances acquises en matière de démantèlement nucléaire. De tous les projets qui ont été sélectionnés dans le cadre du FTE, aucun ne rentre effectivement dans le cadre. Ne s'agit-il pas d'occasions manquées? Ne faut-il pas réexaminer le FTE? *A fortiori* dans une perspective de maintien de deux centrales nucléaires, on pourrait considérer qu'une partie des revenus pourrait constituer une partie du financement du FTE à plus long terme.

Selon les participants de la table ronde industrielle, la manière dont le démantèlement est organisé présente un risque. Si Engie Electrabel sous-traite l'ensemble de ces activités, aucune entreprise belge ne sera admise à participer au démantèlement. Pour la nouvelle centrale au gaz des Awirs, Engie Electrabel s'est également mise à la recherche d'un sous-traitant et on sait aujourd'hui d'où il viendra. On attend du gouvernement qu'il veuille à maintenir une partie des connaissances nucléaires, ainsi que l'exécution d'une série de travaux à l'intérieur de nos frontières.

La *task force* a été créée à une époque où on pensait fermer toutes les centrales en 2025. Aujourd'hui, le monde a changé. La *task force* ne doit-elle pas tenir compte de la nouvelle réalité? Ne convient-il pas de mener d'autres études?

Mme Kim Buyst (Ecolo-Groen) estime qu'il est curieux que ce gouvernement soit le premier qui s'occupe des préparatifs du démantèlement alors que cette opération a été décidée il y a 20 ans. La *task force* a clairement déjà enregistré une série d'avancées. Sur les 200 réacteurs mis à l'arrêt dans le monde, 25 seulement ont été totalement démantelés à ce stade. En Allemagne, il apparaît que le démantèlement des réacteurs est plus long et plus coûteux que prévu et qu'il génère davantage de matières.

En ce qui concerne l'emploi, il est question d'une collaboration avec l'Université de Hasselt et avec le SCK CEN. Cette collaboration semble surtout concerner

Heeft dat een impact op de manier dat er naar het dossier voor de financiering op lange termijn wordt gekeken? Of is het niet langer de bedoeling dat deze twee centrales in de toekomst niet langer betalen aan het FANC en er wordt overgeschakeld op een totaal ander systeem?

Over het ETF hebben de leden van de industriële ronde tafel gezegd dat de nucleaire projecten voor de regering de laagste prioriteit hadden, en als gevolg daarvan heeft de industrie beslist geen euro meer te investeren voor het indienen van dossiers. Maar dat zijn net de projecten waarvan de regering verwacht dat ze een enorme meerwaarde kunnen creëren, door in te zetten op de kennis over nucleaire ontmanteling. Van alle projecten die in het ETF zijn geselecteerd, is er inderdaad geen enkel dat in dat plaatje past. Worden hier geen kansen gemist? Moet er niet opnieuw naar het ETF worden gekeken? Zeker als twee kerncentrales langer openblijven, zou kunnen worden geredeneerd dat een deel van de opbrengsten hiervan een stukje van de financiering van het ETF op langere termijn zou kunnen vormen.

Volgens de deelnemers aan de industriële ronde tafel houdt de manier waarop de ontmanteling wordt georganiseerd een risico in. Als Engie Electrabel het hele pakket in een aanneming steekt, komt er geen enkele binnenlandse onderneming in aanmerking om deel te nemen aan de ontmanteling. Voor de nieuwe gascentrale in *Les Awirs* heeft Engie Electrabel ook een dergelijke contractor gezocht en het is ondertussen geweten vanwaar die komt. Er wordt naar de regering gekeken om ervoor te zorgen dat een deel van de nucleaire kennis en ook het uitvoeren van een aantal taken binnen de grenzen kan worden gehouden.

De taskforce werd opgericht op een moment dat alle centrales in 2025 zouden gesloten zijn. Vandaag is de wereld veranderd. Moet de taskforce geen rekening houden met de nieuwe realiteit? Is er geen verder studiewerk nodig?

Mevrouw Kim Buyst (Ecolo-Groen) vindt het opmerkelijk dat, voor een beslissing die 20 jaar geleden werd genomen, dit de eerste regering is die met de voorbereiding van de ontmanteling bezig is. Het is duidelijk dat de taskforce al een aantal stappen voorwaarts heeft gezet. Van de wereldwijd 200 stilgelegde reactoren, zijn er op dit ogenblik slechts 25 volledig ontmanteld. In Duitsland blijkt dat de ontmanteling van de reactoren meer tijd en meer geld kost en meer materiaal met zich meebrengt.

Op het gebied van tewerkstelling is er gesproken over samenwerking met de Universiteit van Hasselt en met het SCK CEN. Dat lijkt vooral over de toekomst te gaan.

l'avenir. La question est toutefois de savoir comment les travailleurs actuels seront pris en charge.

Il est aujourd'hui très difficile d'attirer des profils techniques spécifiques. Une méthode pour attirer ces profils techniques nécessaires en particulier a-t-elle déjà été élaborée? Dans quelle mesure un centre d'excellence peut-il y contribuer?

Un plan précis a été défini avec l'AFCN pour le processus de démantèlement. Il a été formellement annoncé le 31 mars 2022. Ce plan est-il toutefois également assorti d'estimations des coûts?

En Allemagne, 1,8 million de tonnes de matériel ont été extraits d'une centrale. La question de la circularité a-t-elle été examinée? Ce matériel peut-il être réutilisé?

Il est crucial de communiquer, comme le font Doel et Tihange. Mais qu'en est-il du transport de matériel? A-t-il déjà été planifié? Sera-t-il effectué par le rail, par les voies navigables ou par la route? Communiquera-t-on en outre suffisamment avec les Régions qui seront éventuellement concernées?

III. — RÉPONSES DES MINISTRES INVITÉS

Mme Tinne Van der Straeten, ministre de l'Énergie, répond aux questions concernant les estimations des coûts des démantèlements en indiquant que Engie Electrabel réalise les estimations et que l'ONDRAF émet ensuite un avis à ce sujet. Ensuite, il appartient à la Commission des provisions nucléaires (CPN) de l'approuver. La prochaine révision est prévue pour cette année. Si l'évaluation d'Engie Electrabel est trop faible, elle devra être modifiée par l'ONDRAF et la CPN. S'il apparaît ultérieurement qu'une estimation est encore trop faible, le système des révisions triennales permettra d'augmenter les approvisionnements.

En ce qui concerne les questions relatives au FTE, il est exact qu'il a été décidé d'accorder la plus faible priorité aux projets nucléaires. Deux appels à projets ont déjà été lancés entre-temps. Il en ressort que 25 millions d'euros seront affectés à des projets de transition énergétique, ce qui était l'objectif lors de la création du fonds. On peut donc se demander si l'on ne rate pas une opportunité pour le nucléaire. Mais ce n'est pas le cas. Les ministres de l'Économie et de l'Énergie ont également accordé un montant de 25 millions d'euros spécifiquement pour les techniques de démantèlement dans le cadre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" (en abrégé: FRR). La table ronde industrielle a été mise

Maar op welke manier gaat voor de huidige werknemers worden gezorgd?

Het is vandaag heel moeilijk om specifieke technische profielen aan te trekken. Is er al een manier uitgedacht om specifiek die technische profielen die nodig zijn aan te trekken? In welke mate kan een bepaald excellentiecentrum hieraan bijdragen?

Voor het ontmantelingsproces is er met het FANC een duidelijk plan uitgetekend. De formele melding werd op 31 maart 2022 gedaan. Maar zitten er bij dat duidelijk plan ook kostenramingen?

In Duitsland kwam er 1,8 miljoen ton materiaal uit een centrale. Wordt er naar de circulariteit hiervan gekeken? Kunnen deze materialen opnieuw worden gebruikt?

Communicatie is belangrijk. En in Doel en Tihange gebeurt dat ook. Maar wat voor het vervoer van de materialen. Zijn daar reeds plannen voor? Zal dat per spoor, per schip of per vrachtwagen gebeuren? En zal er voldoende worden gecommuniceerd naar die regio's die daar dan eventueel mee te maken krijgen?

III. — ANTWOORDEN VAN DE GENODIGDE MINISTERS

Mevrouw Tinne Van der Straeten, minister van Energie, antwoordt op de vragen over de kostenramingen van de ontmantelingen, dat het Engie Electrabel is die de inschatting maakt, de NIRAS geeft hierover vervolgens een advies en de commissie voor nucleaire voorzieningen (afgekort: CNV) moet die daarna goedkeuren. De volgende herziening staat gepland voor dit jaar. Als de inschatting van Engie Electrabel te laag is, dienen deze door NIRAS en door de CNV aangepast te worden. Als later zou blijken dat de inschatting nog te laag is, dan laat het systeem van driejaarlijkse herzieningen toe om de voorzieningen te verhogen.

Op de vragen rond het ETF is het inderdaad zo dat er is beslist om de nucleaire projecten de laagste prioriteit te geven. Er zijn ondertussen reeds twee projectoproepen geweest, waaruit blijkt dat er 25 miljoen euro wordt toegekend aan projecten rond de energietransitie, wat de bedoeling was toen het fonds werd opgericht. De vraag is of er dan kansen voor het nucleaire gemist worden. Dat is niet zo. Er is ook 25 miljoen euro voorzien door de ministers van Economie en Energie, in het kader van "The Recovery and Resilience Facility" (afgekort: RRF), specifiek voor ontmantelingstechnieken. Daarvoor werd de industriële ronde tafel opgericht. Er werd verwezen naar NETALUX, actief in decontaminatie met

en place à cet effet. Il a été fait référence à NETALUX, qui est actif dans le domaine de la décontamination au moyen de techniques laser. Parmi les techniques de démantèlement, on distingue les techniques de haute technologie telles que la décontamination, par exemple, et les travaux lourds, le levage et la casse. Ces entreprises sont venues à la table ronde et elles étaient présentes aux “*decommissioning days*”. Le FTE a pour mission de soutenir les mesures relatives à la transition énergétique, telles que l'économie de l'hydrogène, l'éolien en mer, la sécurité d'approvisionnement, l'encouragement accru de la flexibilité, ... La Belgique dispose à côté de cela d'un haut niveau d'expertise dans les institutions nucléaires et dans plusieurs entreprises situées dans les mêmes régions qui gravitent autour de ces institutions. NETALUX en constitue un très bon exemple. Le but de la table ronde est précisément de former un groupe d'entreprises attractif de façon à permettre à ces entreprises, qui sont souvent des PME, de jouer un rôle dans le démantèlement partout dans le monde. Les deux formes de financement – le FTE et la FRR – coexistent. Elles ont chacune leur place et il est inutile de les opposer l'une à l'autre. Le gouvernement est favorable aux deux types de recherches, aux deux types de projets.

En ce qui concerne les questions relatives à la difficulté de démanteler les réacteurs nucléaires tout en continuant à en faire fonctionner, il convient de souligner que l'exploitant a déclaré qu'il ne fallait pas considérer ces opérations séparément, mais qu'il n'a pas dit que ces opérations ne peuvent pas être réalisées simultanément. C'est à l'AFCN qu'il incombe de déterminer la méthode à appliquer en la matière.

En réponse aux questions relatives au plan social, la ministre indique que cette responsabilité incombe d'abord à l'employeur. Bien entendu, le gouvernement ne laissera pas les travailleurs sur le carreau et il les soutiendra si nécessaire.

Il a déjà été répondu à la question relative à la planification de la mesure politique. Il n'y a pas de temps à perdre. Une première étape est à présent franchie et le travail doit se poursuivre. Le démantèlement aura certainement lieu, car cinq des sept centrales fermeront. L'enfouissement des déchets aura également lieu.

Bien que la ministre ne puisse pas commenter les négociations avec l'exploitant, il est clair que les pouvoirs publics belges ne peuvent pas être l'exploitant des centrales nucléaires, et qu'il serait inadmissible qu'un exploitant ait bénéficié des avantages de leur privatisation pendant plusieurs années puis fasse supporter la charge de leur fermeture par l'État.

lasertechnieken. In de ontmantelingstechnieken wordt onderscheid gemaakt tussen de hoogtechnologische technieken, zoals decontaminatie en andere, en het zware werk, het heffen en het breken. Die bedrijven maken er gebruik van, ze zijn naar de ronde tafel gekomen, en ze waren aanwezig op de “*decommissioning days*”. Het ETF is voor maatregelen rond energietransitie, zoals de waterstofeconomie, wind op zee, bevoorradingszekerheid, het verder aanmoedigen van de flexibiliteit, ... Daarnaast heeft België een hoge expertise in de nucleaire instellingen en een aantal bedrijven daarrond, in de regio's rond die instellingen. NETALUX is daar een heel mooi voorbeeld van. Het is juist de bedoeling van de ronde tafel om een aantrekkelijke bedrijvengroep te vormen om ervoor te zorgen dat deze bedrijven, vaak kmo's, kunnen meespelen in de ontmantelingen, overal in de wereld. Beide financieringsvormen, het ETF en het RRF, bestaan naast elkaar. Beiden hebben hun plaats en het heeft geen zin ze tegen elkaar uit te spelen. Beide soorten van onderzoek, beide soorten van projecten worden door de regering een warm hart toegedragen.

Op de vragen over de moeilijkheden van het gelijktijdig ontmantelen en in werking laten van nucleaire reactoren heeft de exploitant niet gezegd dat ze niet gelijktijdig kunnen, maar wel dat ze niet afzonderlijk mogen worden bekeken. Hoe dat kan worden verwezenlijkt, zal moeten worden beoordeeld door het FANC.

Op de vragen over het sociaal plan wordt geantwoord dat dit als eerste een verantwoordelijkheid is van de werkgever. De regering gaat uiteraard de werknemers niet in de kou laten staan, maar ondersteunen waar nodig.

De vraag over de planning van de beleidsmaatregel werd reeds eerder beantwoord. Het zou goed zijn dat er niet wordt gedraald. Er is nu een eerste stap gezet en er moet verder worden gewerkt. De ontmanteling komt er zeker, vijf van de zeven centrales gaan sluiten. De berging van het afval komt er ook aan.

Op de onderhandelingen met de exploitant kan niet worden ingegaan, maar het is wel duidelijk dat de Belgische overheid niet de uitbater kan zijn van de nucleaire centrales, en het kan ook niet de bedoeling zijn dat een uitbater jarenlang de lusten heeft genoten en dan de lasten doorschuift naar de Staat.

Le projet de loi relatif aux provisions nucléaires ne sera pas affaibli par le ministre qui a déposé le texte.

M. Pierre-Yves Dermagne, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, confirme, en réponse aux questions relatives au plan social, que celui-ci relève d'abord de la responsabilité de l'employeur. Il n'est pas question aujourd'hui d'entamer une "procédure Renault" (en référence à la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, dite loi Renault) parce que les activités se poursuivent, parce que l'exploitation de deux réacteurs sera prolongée et parce que le personnel sera maintenu en fonction pendant la phase de démantèlement. Par conséquent, Engie Electrabel n'a pas présenté de plan social mais bien un plan de rétention dans le but avoué de conserver en son sein les connaissances et les compétences disponibles, y compris celles des sous-traitants, quelle que soit l'issue des négociations à propos de la prolongation de deux réacteurs.

Les conditions du plan de rétention sont raisonnablement bien connues. Il prévoit le maintien du plein emploi pour tout le personnel des centrales nucléaires jusqu'en 2027. Cela concerne 2 100 personnes au total, soit environ 1 000 à Tihange, 1 000 à Doel, et 100 au siège. Les recrutements seront gelés à partir de 2025, sauf exception accordée par la direction. Près de 1 000 membres du personnel âgés de plus de 45 ans bénéficient d'une garantie d'emploi jusqu'à leur retraite, éventuellement moyennant une réorientation de leurs fonctions, mais sans perte de salaire ni de statut. Le statut des membres du personnel âgés de moins de 45 ans est garanti par l'accord susmentionné de 1962.

L'exploitant prévoit un budget de 18 millions d'euros pour la formation de son personnel nucléaire pour la période 2022-2027. Pendant la phase de démantèlement, la poursuite des activités et la prolongation éventuelle de deux centrales, il faudra former ou recycler une partie du personnel. Aujourd'hui, le maintien du personnel peut être garanti. Pour éviter des départs sur les deux sites, Engie Electrabel a mis en place des primes de rétention supplémentaires. À la suite des négociations entre Engie Electrabel et le gouvernement concernant la prolongation de deux centrales, Engie Electrabel a informé le personnel que certaines mesures du plan de rétention devraient être réévaluées en cas de prolongation.

Le 17 décembre 2019, le Conseil national du travail (CNT) a émis un avis (numéro 2 149) et une

Het wetsontwerp over de nucleaire voorzieningen zal niet meer afgezwakt worden door de minister die de tekst heeft ingediend.

De heer Pierre-Yves Dermagne, vice-eersteminister en minister van Economie, bevestigt op de vragen over het sociaal plan dat dit op de eerste plaats een verantwoordelijkheid van de werkgever is. Er is op dit moment geen sprake over het opstarten van een "procedure Renault" (verwijst naar de wet van 13 februari 1998, Wet houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling, bekend als de wet Renault) omdat de activiteiten nog altijd worden voortgezet, omdat de exploitatie van twee reactoren zal worden verlengd en omdat het personeel zal worden aangehouden tijdens de ontmantelingsfase. Daarom heeft Engie Electrabel geen sociaal plan, maar wel een retentieplan op tafel gelegd, duidelijk met de bedoeling de beschikbare kennis en competenties, ook van de onderleveranciers, binnen het bedrijf te houden, wat ook de uitkomst zal zijn van de onderhandelingen over de verlenging van twee reactoren.

De voorwaarden in het retentieplan zijn redelijk goed bekend. Er is een behoud van de volledige tewerkstelling voor alle personeelsleden in de nucleaire centrales tot 2027. Dit geldt voor in totaal 2 100 personeelsleden, ongeveer 1 000 in Tihange, ongeveer 1 000 in Doel, en ongeveer 100 in het hoofdkantoor. Aanwervingen worden bevroren vanaf 2025, behalve indien uitzonderingen door de directie worden gegeven. Ongeveer 1 000 personeelsleden ouder dan 45 jaar, krijgen een tewerkstellingsgarantie tot hun pensioen, eventueel met een heroriëntering van hun functie, maar met behoud van hun salaris en hun statuut. Het statuut van de personeelsleden jonger dan 45 jaar wordt gegarandeerd door het eerdergenoemde akkoord van 1962.

De exploitant voorziet een budget van 18 miljoen euro voor de vorming van zijn nucleair personeel, en dit voor de periode 2022 tot 2027. Tijdens de fase van de ontmanteling, de verderzetting van de activiteiten en de eventuele verlenging van twee centrales zal het nodig zijn een deel van het personeel op te leiden of bij te scholen. Vandaag kan het behoud van het personeel worden gegarandeerd. Om vertrekken op de twee sites te vermijden, heeft Engie Electrabel nog extra retentieprijzen ingevoerd. Naar aanleiding van de onderhandelingen van Engie Electrabel met de regering, over de verlenging van twee centrales, heeft Engie Electrabel aan het personeel meegedeeld dat bepaalde maatregelen uit het retentieplan opnieuw zullen moeten worden geëvalueerd in het geval er een verlenging komt.

De Nationale Arbeidsraad (afgekort: NAR) heeft op 17 december 2019 een advies (nummer 2 149) en

recommandation (numéro 28) au sujet des restructurations. Cette recommandation est double:

- une information-consultation qualitative et efficiente pour tous les membres du personnel;
- une recommandation sur les informations à communiquer en ce qui concerne les co-contractants tels que les sous-traitants.

Le gouvernement et la *task force* ont voulu anticiper et réunir autour de la table les différentes entreprises concernées ainsi que les différents instituts nationaux actifs dans le secteur nucléaire et dans le domaine du financement. C'est ainsi que la Société fédérale de participation et d'investissement (SFPI) était également présente à la table ronde afin d'examiner les sources de financement possibles pour la mise en place d'une structure de démantèlement industriel. Dès le départ, il était clair pour le gouvernement qu'il devait faire le premier pas en initiant une réunion pour échanger les expériences, mais que pour le reste, il devait passer le flambeau au secteur. Dans un environnement concurrentiel, où certaines règles sont de mise, le gouvernement ne peut pas agir comme il le souhaiterait peut-être. Le gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir. Et il est réjouissant de constater que le secteur, sous la coordination d'Agoria, a désormais pris les choses en main. Une étape supplémentaire a été franchie avec la présentation par Engie Electrabel aux entreprises du secteur, grandes et petites, du programme de démantèlement et de la manière dont l'entreprise entend réaliser ce démantèlement en plusieurs phases. Il était également important d'associer les PME du secteur. Chacun participe à la logique d'un nouveau secteur industriel. La liste des participants est connue et peut être transmise.

La coopération avec les universités dans le domaine de la formation s'inscrit dans le cadre du programme BNEN. Le SCK CEN et les universités belges actives dans le domaine de la formation nucléaire y participent. Des formations sont dispensées sur le démantèlement, mais aussi sur la poursuite des activités. Une liste plus détaillée des cours de formation est disponible et peut être transmise.

L'objectif n'est pas de modifier le champ d'application de la commission paritaire 326. Les travailleurs salariés qui relèvent aujourd'hui de cette commission continueront à en relever à l'avenir.

Une attention toute particulière est attachée, avec les Régions, au reclassement de tous les travailleurs des sous-traitants, dans l'hypothèse où un plan social serait

een aanbeveling (nummer 28) uitgebracht, inzake herstructureringen. Deze aanbeveling is dubbel:

- een kwalitatieve en efficiënte informatie-consultatie voor het geheel van de personeelsleden;
- een aanbeveling over de mee te delen informatie met betrekking tot medecontractanten zoals onderaannemers.

De regering en de taskforce hadden willen anticiperen en de verschillende betrokken ondernemingen, met de verschillende nationale instituten actief in de nucleaire sector en ook die actief op het gebied van de financiering rond de tafel brengen. Zo was ook de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij (afgekort: FPIM) aanwezig op de ronde tafel, om eventuele financieringsbronnen voor het opzetten van een industriële ontmantelingsstructuur te kunnen overwegen. Van bij de aanvang was het voor de regering duidelijk dat ze een eerste stap met het initiëren van een samenkomst voor het uitwisselen van ervaringen moest zetten, maar voor het vervolg de fakkel zou moeten worden doorgegeven aan de sector. In een concurrentiële omgeving, waar bepaalde regels gelden, kan de regering niet optreden zoals ze misschien zou willen. De regering heeft het maximaal toelaatbare gedaan. En het is verheugend vast te stellen dat de sector, onder coördinatie van Agoria, het nu zelf in de hand heeft genomen. Een extra stap werd gezet met de presentatie, door Engie Electrabel, van het ontmantelingsprogramma en de manier waarop ze de ontmanteling in verschillende fasen willen uitvoeren, aan de ondernemingen uit de sector, klein en groot. Het was ook belangrijk de kmo's uit de sector hierbij te betrekken. Iedereen werkt mee in de logica van een nieuwe industriële sector. De lijst van de deelnemers is bekend en kan worden gegeven.

De samenwerking met de universiteiten op het gebied van de vorming gebeurt in het kader van de BNEN. Zowel het SCK CEN als de Belgische Universiteiten die actief zijn op het gebied van nucleaire vorming zijn hierbij betrokken. Er worden opleidingen gegeven die gelinkt zijn aan ontmantelingen, maar ook opleidingen gelinkt aan de verderzetting van de activiteiten. Een meer gedetailleerde lijst met opleidingen is beschikbaar en kan worden gegeven.

Het is niet de bedoeling het toepassingsgebied van het paritaire comité 326 te veranderen. De werknemers die vandaag onder PC 326 vallen, zullen dit ook in de toekomst doen.

Samen met de gewesten wordt er heel veel aandacht gegeven aan het upgraden van de werknemers van de onderaannemers, in de hypothese dat er door de

mis sur la table par l'exploitant, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. Une attention accrue sera accordée au respect des différentes phases des procédures, avec tout d'abord la phase d'information, qui devrait débiter par une notification et qui aboutit généralement à la conclusion d'un plan social. Mais la loi Renault n'est pas encore applicable. Il n'empêche que tous les acteurs concernés anticiperont le plus possible les différents éléments d'un plan social, dont les nécessaires formation et mises à niveau des travailleurs. Il s'agit d'une compétence qui relève en grande partie des Régions.

Il est très difficile de fournir aujourd'hui le nombre précis de travailleurs concernés dès lors que les négociations quant à une éventuelle prolongation sont toujours en cours.

Le nouveau secteur qui se développe autour des travaux de démantèlement s'inscrit dans la logique de l'économie circulaire. L'objectif est de transporter les composants par navire et de réutiliser les matériaux décontaminés.

Les contacts avec les Régions flamande et wallonne se déroulent particulièrement bien, tant avec les cabinets qu'avec les services régionaux de l'emploi.

Mme Annelies Verlinden, ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, précise qu'un consultant a été désigné au vu de l'importance de la mission, et parce que cette désignation permet à l'AFCN de se concentrer sur sa mission de base. Ce consultant élaborera un plan avec l'AFCN pour la fin 2022, moment où l'on connaîtra le montant du financement dont l'AFCN aura besoin à l'avenir. La piste des dotations sera certainement nécessaire lorsque l'on analyse le montant des recettes que l'AFCN perçoit de ses autres clients. Cette analyse devra déterminer le montant auquel cette dotation devra s'élever.

En matière de personnel, des experts sont sans aucun doute nécessaires, aujourd'hui et demain, et cela dépendra aussi des opérations à long terme d'Engie Electrabel et de la situation des réacteurs nucléaires dont la durée de vie sera prolongée. Dès 2023, les démantèlements et les opérations à long terme d'Engie Electrabel devront être menés de front, ce à quoi l'AFCN se prépare aujourd'hui.

En réponse à la question de savoir s'il sera possible de procéder simultanément, sur un même site, au démantèlement et à l'exploitation de réacteurs, la ministre indique qu'il faudra attendre les détails des opérations à long terme d'Engie Electrabel, qui ne sont pas encore disponibles. Les négociations sur la décision de base se

exploitant un sociaal plan op tafel wordt gelegd, wat vandaag nog niet het geval is. Er is een verhoogde waakzaamheid voor de eerbiediging van de verschillende fasen van de procedures, eerst voor de informatiefase, die zou moeten starten met een betekening, en die normaal leidt tot een sociaal plan. Maar de wet Renault is nog niet van toepassing. Dit neemt niet weg dat alle betrokkenen zo goed als mogelijk zullen anticiperen op een sociaal plan, met de noodzakelijke opleiding voor en upgraden van de werknemers. Dit is een bevoegdheid die vooral tot de Gewesten behoort.

Doordat de onderhandelingen over een eventuele verlenging nog steeds lopen, is het vandaag heel moeilijk om precieze cijfers over het aantal betrokken werknemers te geven.

De nieuwe sector rond de ontmantelingen schrijft zich in in de logica van de circulaire economie. De bedoeling is om per schip componenten te vervoeren en de ontsmette materialen opnieuw te gebruiken.

De contacten met de Gewesten, zowel met Vlaanderen als met Wallonië, verlopen bijzonder goed, zowel tussen de kabinetten als met de regionale diensten voor arbeidsbemiddeling.

Mevrouw Annelies Verlinden, minister van Binnenlandse Zaken en Veiligheid, verduidelijkt dat een consultant werd aangesteld omwille van het belang van de opdracht, en omdat dit toelaat dat het FANC zich concentreert op zijn basistaak. Deze consultant zal samen met het FANC voor eind 2022 een plan opstellen. Op dat moment zal bekend zijn welke financiering voor de toekomst van het FANC nodig zal zijn. De piste van de dotaties zal zeker nodig zijn als men ziet welke inkomsten het FANC van andere klanten krijgt. De analyse zal moeten bepalen hoe groot de dotatie moet zijn.

Op het gebied van personeel zijn er zeker experts nodig, vandaag en in de toekomst, en het zal ook afhangen van de operaties van Engie Electrabel op langere termijn en van de situatie met de nucleaire reactoren waarvan de levensduur zal worden verlengd. Vanaf 2023 zullen de ontmantelingen en de lange termijn operaties van Engie Electrabel gelijktijdig moeten worden gedaan. Vandaag bereidt het FANC zich daarop voor.

Op de vragen over het gelijktijdig ontmantelen en in bedrijf houden van kernreactoren op dezelfde site moet worden gewacht op de verdere details van de lange termijn operaties van Engie Electrabel, die nog niet beschikbaar zijn. Er wordt momenteel nog onderhandeld over de basisbeslissing. Het zit ook in de planning van

poursuivent actuellement. Ce point figure aussi dans la planification de l'AFCN, pour qui la sécurité est la priorité absolue. Il est aujourd'hui impossible d'évaluer correctement comment ces deux opérations se concilieront. Il appartiendra à l'exploitant de formuler des propositions en matière de gestion, d'organisation et de calendrier.

S'agissant de la question relative au champ d'application de la *task force*, il semblerait effectivement indiqué d'évaluer, après la conclusion des négociations avec Electrabel, l'opportunité de réviser ce champ d'application.

En réponse à la question de savoir pourquoi un consultant externe présumé onéreux est nécessaire pour déterminer le montant futur du financement de l'AFCN, la ministre indique qu'il importe que cette évaluation soit réalisée au mieux. Le prix est une notion relative et la désignation de l'expert a été approuvée par les organes de gestion compétents.

Concernant les questions relatives à l'opération *vigilant guardian*, il est exact que la sécurisation des centrales nucléaires est aujourd'hui toujours assurée par la Défense, en attendant que la DAB reprenne cette mission. Il sera encore nécessaire d'assurer cette sécurisation après la fermeture des centrales. La question de savoir si cette sécurisation sera assurée par la Défense ou par la DAB dépendra aussi de l'occupation en personnel de la DAB, mais pas la moindre concession ne sera faite en matière de sécurisation.

Les taxes prélevées sur les réacteurs qui resteront en activité devront être payées jusqu'à leur arrêt. Le produit de ces taxes figurera dans l'étude sur le financement à venir de l'AFCN. Il n'est pas envisageable d'allouer des dotations si des revenus sont encore perçus.

Le coût du démantèlement n'est pas mentionné dans le dossier introduit en mars 2022. Il s'agit d'un dossier qui renvoie aux activités préparatoires et aux activités postérieures à l'arrêt en lien avec la sûreté nucléaire. Il ne comporte aucune estimation exacte des coûts.

On s'efforcera de communiquer en associant au mieux toutes les parties prenantes à la communication, mais il faudra également tenir compte du fait que la question du transport est une question extrêmement sensible, délicate et confidentielle à propos de laquelle il ne peut pas être communiqué à grande échelle. Les personnes nécessaires seront contactées et informées mais, pour des raisons de sécurité, il sera nécessaire d'élaborer un autre type de communication.

het FANC. Voor het FANC is de veiligheid een absolute prioriteit. Het is op dit moment niet mogelijk om een goede inschatting te maken over hoe beide samen zullen gaan. Het is aan de exploitant om voorstellen te doen op het gebied van aanpak, organisatie en planning.

Op de vraag over de taak of het toepassingsgebied van de taskforce lijkt het inderdaad aangewezen, na de afronding van de onderhandelingen met Electrabel, te evalueren of deze moet worden herzien.

Op de vraag waarom een externe en verondersteld dure consultant nodig is voor het bepalen van de toekomstige financiering van het FANC, kan worden geantwoord dat het belangrijk is dat dit zo goed mogelijk moet worden gedaan. Duur is een relatief begrip en de aanduiding van de expert is goedgekeurd door de bevoegde beheersorganen.

Rond "*vigilant guardian*" is het vandaag zo dat de beveiliging van de kerncentrales nog altijd door defensie wordt gedaan, en dit in afwachting van de overname door DAB. Ook na de sluiting zal er een verdere beveiliging nodig zijn. Of dit door defensie of door DAB zal gedaan worden hangt ook af van de bezetting van DAB, maar er komen op het gebied van beveiliging zeker geen compromissen.

Voor de reactoren die verder in uitbating blijven zullen de heffingen moeten worden betaald, tot de stopzetting van de reactoren. De inkomsten van deze heffingen zullen worden meegenomen in de studie voor de verdere financiering van het FANC. Het is niet de bedoeling dat er dotaties komen voor inkomsten die er nog zouden zijn.

De kostprijs van de ontmantelingen is geen onderdeel van het dossier dat in maart 2022 werd ingediend. Dit is een dossier waarin verwezen wordt naar de voorbereidende activiteiten en de activiteiten na de stopzetting, op het gebied van nucleaire veiligheid. Een exacte kostenraming maakt daarvan geen onderdeel uit.

Op het gebied van communicatie wordt geprobeerd dit op een zo betrokken mogelijke manier met alle belanghebbenden te doen, maar op het gebied van vervoer moet er ook rekening mee worden gehouden dat dit een uiterst gevoelige, delicate en vertrouwelijke aangelegenheid betreft, waarover geen ruime communicatie kan worden gedaan. Er zal worden gecontacteerd wie nodig is, en die zal op de hoogte worden gebracht, maar omwille van de veiligheid zal er heel andere soort communicatie nodig zijn.

IV. — RÉPLIQUES

M. Kurt Ravyts (VB) revient sur ce qui a été dit à propos du FTE. Le rapport de l'audition du 29 mars 2022 indique également que *M. Christian Dierick*, représentant d'Agoria et coordinateur du "*business group Advanced Belgian Competences in (nuclear) Decommissioning*", qui était certainement présent à la séance d'information d'Electrabel du 25 avril 2022, a tenu les propos suivants: «Il faudrait néanmoins bien réfléchir à un circuit parallèle, en plus de la recherche fondamentale du SCK CEN. Si un projet ne présente pas de valeur ajoutée pour le SCK CEN, il n'aboutira pas. Si les pouvoirs publics souhaitent apporter une aide à ce niveau, ils doivent l'octroyer directement aux entreprises.»

L'industrie fait donc observer que l'octroi des moyens aux entreprises au travers du SKC CEN donne trop peu de liberté pour agir en matière de démantèlement.

Il serait judicieux de diffuser la liste des personnes présentes à la réunion du 25 avril 2022 et, si possible, également le rapport y afférent. Cette réunion fut un moment important pour le futur des acteurs industriels.

M. Bert Wollants (N-VA) estime que le dossier de la prolongation de la durée de d'exploitation des centrales nucléaires a de nombreuses conséquences. Il est compréhensible que toutes les étapes n'aient pas encore été franchies pour préparer correctement le démantèlement. Celui-ci devra toutefois avoir lieu et certains travaux préparatoires peuvent peut-être déjà être réalisés. Le rapport de l'AFCN indique que des défis importants attendent les collaborateurs de cette agence, qui devront accompagner simultanément les démantèlements et la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires. Une importante préparation sera nécessaire à cette fin, même avant de savoir comment l'exploitation se poursuivra et quels investissements seront réalisés ou pas. Il serait inadmissible que l'AFCN manque de personnel à l'avenir pour assurer le suivi des démantèlements et de la poursuite de l'exploitation. Il convient soit de renforcer l'AFCN, soit de donner la priorité à l'un de ces deux points.

Lorsque le FTE a été créé sous la législature précédente, ses objectifs ont été formulés assez largement pour admettre également les projets nucléaires. Un amendement présenté par le groupe Ecolo-Groen tendant à exclure les projets nucléaires a alors été rejeté par le Parlement. L'orateur ne comprend pas que la ministre de l'Énergie affirme que l'objectif n'a jamais été de soutenir d'éventuels projets nucléaires au travers du FTE, alors que c'est précisément le groupe Ecolo-Groen

IV. — REPLIEKEN

De heer Kurt Ravyts (VB) komt terug op wat werd gezegd over het ETF. In het verslag van de hoorzitting van 29 maart 2022 staat ook dat de heer *Christian Dierick* van Agoria, de coördinator "*business group Advanced Belgian Competences in (nuclear) Decommissioning*", die ongetwijfeld aanwezig was op de infosessie met Electrabel op 25 april 2022, zegt: "Er zou toch goed moeten worden nagedacht over een parallel circuit, naast de fundamentele research van het SCK CEN. Als een project geen toegevoegde waarde heeft voor het SCK CEN zal het er niet door komen. Als de overheid hier toch ondersteuning zou willen verlenen, dan zou dat direct naar de ondernemingen moeten gaan."

De industrie zegt dus dat het toekennen van de middelen aan de ondernemingen, via het SCK CEN, een te beperkte vrijheid geeft om iets te doen rond de ontmantelingen.

Het zou goed zijn de aanwezigheidslijst van de sessie van 25 april 2022 te verspreiden, en indien mogelijk ook de verslaggeving ervan te bezorgen. Deze vergadering was een belangrijk moment voor de verdere ontwikkeling van de industriële spelers.

De heer Bert Wollants (N-VA), is van oordeel dat vele zaken worden beïnvloed door het dossier van de levensduurverlenging van de kerncentrales. Het is begrijpelijk dat nog niet alle stappen zijn gezet om dat op een degelijke manier voor te bereiden. Maar het moet wel gebeuren en misschien kunnen al een aantal voorbereidende werkzaamheden worden doorgevoerd. In het rapport van het FANC staat dat de medewerkers van het FANC, die gelijktijdig de ontmantelingen en de verdere exploitatie van de kerncentrales zullen moeten begeleiden, voor bijzondere uitdagingen staan. Hier is toch wat voorbereiding noodzakelijk, zelfs vooraleer geweten is hoe de verdere exploitatie er zal uitzien, en welke investeringen wel of niet en wanneer worden gedaan. Het kan niet dat het FANC in de toekomst de ontmantelingen en de verdere exploitatie onderbezet moet opvolgen. Ofwel wordt het FANC versterkt, ofwel wordt er aan één van beiden een prioriteit gegeven.

Toen het ETF bij wet werd aangenomen, tijdens de vorige regeerperiode, was de definitie bewust voldoende ruim geformuleerd zodat ook de nucleaire projecten mogelijk waren. Een amendement van de Ecolo-Groenfractie om nucleaire projecten uit te sluiten werd toen door het Parlement weggestemd. Het is onbegrijpelijk dat de minister van Energie zegt dat het nooit de bedoeling was om nucleaire projecten via het ETF te ondersteunen, en het juist de fractie Ecolo-Groen was die een dergelijk

qui a présenté un amendement à ce sujet. Ecolo-Groen avait alors voté contre le FTE tel que proposé par le gouvernement précédent.

Les rapporteurs,

Kris VERDUYCKT
Kurt RAVYTS

Le président,

Bert WOLLANTS

amendement had ingediend. Ecolo-Groen heeft toen tegen het ETF, zoals het door de vorige regering was geformuleerd, gestemd.

De rapporteurs,

Kris VERDUYCKT
Kurt RAVYTS

De voorzitter,

Bert WOLLANTS